Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 17 mars 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°594 ■

ZAKAT AL-FITR

Fixée à 150 dinars

P 2

SAIDAL

De l'autosuffisance à l'internationalisation

Le groupe Saidal, fleuron de l'industrie pharmaceutique algérienne, s'engage dans une transformation stratégique visant à franchir un cap décisif. Passant de l'autosuffisance nationale à la conquête des marchés internationaux, l'entreprise poursuit une ambitieuse stratégie de modernisation de sa production, de renforcement de la sécurité sanitaire du pays, et d'affirmation de sa présence à l'international. P 3

SES EXPORTATIONS ONT ATTEINT 92,6 M M³/J EN FÉVRIER

L'Algérie confirme sa position de 2e exportateur de gaz vers l'UE

L'Algérie continue de consolider sa place en tant que deuxième plus grand exportateur de gaz naturel par pipeline vers l'Union européenne (UE), affichant une performance remarquable en février 2025. Avec des exportations atteignant 92,6 millions de mètres cubes par jour, le pays maintient fermement sa position, derrière la Norvège, premier fournisseur de gaz en Europe.

P 5

AGRICULTURE

Des conditions climatiques favorables pour une campagne de moisson exceptionnelle

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a présidé, samedi à Alger, une réunion nationale des Directeurs des services agricoles des 58 wilayas, consacrée à l'évaluation des programmes stratégiques

P 4

M-PAIEMENT

Les transferts entre particuliers ont plus que doublé en 2024

Les transferts de fonds entre particuliers (P2P) via mobile ont bondi de 109 % en 2024, illustrant l'essor des paiements numériques en Algérie, notamment parmi les jeunes en quête de solutions plus rapides et pratiques.

P 5

PORT D'ANNABA

Saisie de 800 000 kg de banane P 2

URBANISME

Tarek Belaribi explique la portée des réformes engagées P 3

TIMIMOUN

148.000 qx de tomate industrielle récoltés cette saison P 5

BATNA

Deux morts dans un accident de la route près de Timgad

Deux (2) personnes ont trouvé la mort, dimanche, dans un accident de la circulation survenu sur le territoire de la commune de Timgad (wilaya de Batna), selon un communiqué publié par la direction de la Protection civile.
Une violente collision entre deux véhicules de tourisme, sur la route nationale (RN) 88, a causé la mort sur place de deux (2) personnes âgées de 44 et de 56 ans, précise le document.
Les corps des victimes ont été déposés à la morgue du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna, selon la même source, qui souligne que les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.
Pour rappel, les accidents de la route ont fait, ces dernières 24 heures dans la wilaya de Batna, trois morts et huit blessés.

CIRCONCISION DES ENFANTS DURANT LE RAMADHAN

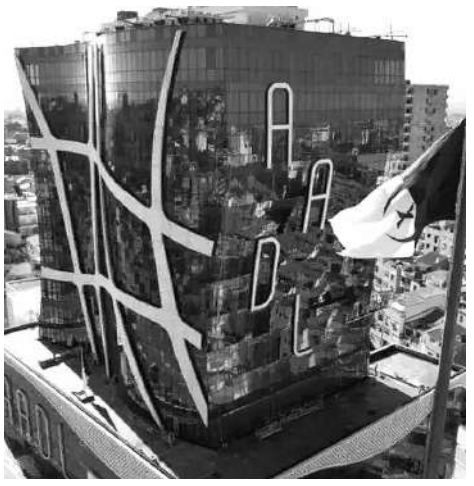
Le ministère de la Santé rappelle les conditions requises

Le ministère de la Santé a rappelé, dimanche dans un communiqué, les conditions requises pour garantir la sécurité des enfants devant être circoncis durant le Ramadhan.
"De nombreuses familles algériennes préfèrent faire la circoncision de leurs enfants durant le mois sacré de Ramadhan où de nombreuses opérations de ce type sont fréquentes au niveau des hôpitaux et des cliniques privées. A cet effet, le ministère de la Santé rappelle la réglementation applicable en la matière, à savoir que la circoncision doit être effectuée en milieu hospitalier par un médecin spécialiste en chirurgie", précise la même source.Afin d'assurer au chirurgien l'absence de toutes contre-indications médicales préalables, un bilan de santé "doit être effectué avant la circoncision", souligne le ministère de la Santé, rappelant également qu'il est "strictement interdit d'effectuer ce type d'opérations en dehors des services chirurgicaux des établissements hospitaliers publics et des cliniques privées".

AADL 3

Le téléversement des dossiers via la plateforme numérique sans délai fixé

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a assuré les inscrits au programme location-vente "AADL 3" que l'opération d'activation de leurs comptes et de téléversement des dossiers via la plateforme numérique demeurera ouverte sans limitation de délai.
Lors d'une visite d'inspection, samedi, à l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL), le ministre a déclaré que la plateforme lancée, mardi, par l'Agence demeurera ouverte pour permettre aux 1,4 million inscrits d'activer leurs comptes et d'envoyer leurs dossiers.



Dans une vidéo publiée par l'Agence via les réseaux sociaux, le ministre a invité les inscrits au programme "AADL 3" à effectuer l'opération sans pression et à éviter les regroupements devant les communes", affirmant que l'activation des comptes et l'envoi des dossiers "ne sont pas liés à l'ordre chronologique d'inscription".
Jusqu'à samedi matin, près de 1,2 million d'inscrits ont activé leurs comptes via la plateforme numérique, alors que 237.000 inscrits ont envoyé leurs dossiers, selon les chiffres fournis par le ministre.

ZAKAT AL-FITR

Fixée à 150 dinars

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a annoncé l'ouverture de la collecte de la Zakat Al-Fitr pour cette année, fixant son montant à 150 dinars. Cette somme correspond à la valeur moyenne d'un « ṣāʿ » (environ 2 kg) du principal aliment consommé dans le pays.
Dans un communiqué officiel, le ministère a précisé que la Zakat Al-Fitr sera collectée à travers les mosquées du pays, sous la supervision des imams en collaboration avec les comités de Zakat. La période de collecte s'étendra sur la deuxième moitié du mois de Ramadan, et la redistribution aux bénéficiaires interviendra un ou deux jours avant l'Aïd al-Fitr, afin de garantir qu'elle remplisse pleinement son objectif de solidarité.
Dans plusieurs pays musulmans, la valeur de la Zakat Al-Fitr varie en fonction du coût de la nourriture de base locale. Par exemple, dans certains États du Golfe, elle peut atteindre l'équivalent de 3 à 5 dollars par personne, tandis qu'en Afrique du Nord, elle oscille généralement entre 1 et 3 dollars.
Avec l'approche de l'Aïd al-Fitr, les initiatives de collecte et de distribution de la Zakat Al-Fitr se multiplient, soulignant l'importance de cette aumône obligatoire dans le tissu social et spirituel des sociétés musulmanes.

NORMES COMMERCIALES ET DE SERVICE

Algérie Télécom obtient la certification Iso 9001

Algérie Télécom annonce l'obtention de la certification de son système de management de la qualité conformément à la norme internationale ISO 9001 version 2015. Cette reconnaissance prestigieuse témoigne de son engagement envers l'excellence, la qualité et l'amélioration continue de ses services. Ce projet d'implémentation et de certification s'inscrit dans notre plan stratégique, vise à renforcer notre positionnement en tant que leader des télécommunications en Algérie L'audit de certification, réalisé au mois de février 2025 par l'organisme de certification Vera Conformité, a validé la conformité du système de management de la qualité d'Algérie Télécom aux exigences de la norme ISO 9001 :2015. À travers cette certification, Algérie Télécom réaffirme son engagement à fournir des services de haute qualité, répondant aux attentes de ses clients. Elle place ainsi la satisfaction client et l'excellence opérationnelle au cœur de ses priorités, tout en renforçant sa démarche d'amélioration continue. Cette étape marque une nouvelle avancée dans la quête d'excellence d'Algérie Télécom, et confirme son rôle de pionnier dans le secteur des télécommunications en Algérie.

PORT D'ANNABA

Saisie de 800 000 kg de banane

Trente-quatre conteneurs, chargés de 800 000 kg de bananes, ont été saisis ce dimanche au port d'Annaba. L'opération a été supervisée personnellement par le Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et le Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bekkouche, qui a ordonné l'attribution de la marchandise au groupe Agrodiv et l'ouverture d'une enquête sur l'affaire. Le prix de la banane a connu une hausse excessive au début du mois de Ramadan, atteignant 800 dinars le kilogramme. Cette augmentation a suscité la réaction de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) ainsi que de l'Association de protection des consommateurs (APOCE). Ces deux organisations ont dénoncé une hausse injustifiée du prix du fruit, imputant cette situation à des velléités spéculatives des importateurs. Elles ont souligné que les commerces de détail, en tant que dernier maillon d'une chaîne dominée par les importateurs, ne sauraient être tenus pour responsables, et ont appelé les autorités compétentes à prendre les mesures nécessaires contre les véritables spéculateurs.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SAIDAL

De l'autosuffisance à l'internationalisation

Le groupe Saidal, fleuron de l'industrie pharmaceutique algérienne, s'engage dans une transformation stratégique visant à franchir un cap décisif. Passant de l'autosuffisance nationale à la conquête des marchés internationaux, l'entreprise poursuit une ambitieuse stratégie de modernisation de sa production, de renforcement de la sécurité sanitaire du pays, et d'affirmation de sa présence à l'international. Cette vision a été exposée par Abdelouahed Grimes, le PDG de Saidal.

Par Mourad A.

Dans une intervention à la « Chaîne 1 » de la radio nationale, Abdelouahed Grimes a expliqué que la première étape de cette transformation consiste à réduire la dépendance aux importations de matières premières. Actuellement, près de 100 % des principes actifs utilisés en Algérie proviennent de l'étranger, un constat qu'il reconnaît pleinement.
« Nous devons impérativement produire localement nos matières premières pour garantir notre indépendance sanitaire. C'est un défi majeur, mais nous avons déjà engagé des partenariats stratégiques pour y parvenir », a-t-il précisé. Afin de relever ce défi, Saidal a signé un partenariat avec un groupe indien pour relancer l'unité de production de matières premières d'antibiotiques de Médéa, qui était à l'arrêt depuis près de 20 ans. La réhabilitation de cette infrastructure a pour objectif de produire localement des substances actives tout en intégrant des technologies modernes pour réduire les coûts.
« Redonner vie à cette unité, c'est avant tout renforcer notre souveraineté pharmaceutique », a souligné Grimes.
En parallèle, la diversification des produits pharmaceutiques constitue un autre pilier essentiel de la stratégie de Saidal. Selon Grimes, l'avenir de l'industrie pharmaceutique réside dans les médicaments biotechnologiques.
Dans cette optique, Saidal s'est lancée dans la production d'insuline biosimilaire sous forme de stylos injectables, avec un lancement prévu avant la fin du mois de Ramadan. « Produire de l'insuline localement est un pas de géant pour l'Algérie.
Cela réduit notre dépendance et garantit aux patients un accès continu aux traitements essentiels », a-t-il exprimé avec fierté. De plus, Saidal s'est fixé comme objectif de développer des médicaments stratégiques contre le cancer et les maladies chroniques. Le groupe mise sur des thérapies innovantes pour répondre aux besoins de santé publique, tout en explorant les opportunités d'exportation. « Nos produits biotechnologiques sont conçus pour être compétitifs non seulement sur le marché national, mais aussi à l'international », a expliqué Grimes, déterminé à inscrire Saidal dans la dynamique mondiale de l'innovation pharmaceutique.
L'internationalisation de Saidal constitue un défi stratégique majeur pour le groupe. Malgré les contraintes réglementaires et administratives, notamment les démarches complexes liées à l'enregistrement des médicaments à l'étranger, Saidal prépare activement son expansion vers les marchés africains et au-delà. « Exporter des médicaments n'est pas comme exporter n'importe quel autre produit. Les normes sont strictes et les démarches complexes, mais nous sommes déterminés à faire reconnaître la qualité de nos produits à l'échelle internationale », a-t-il souligné. Pour réussir cette expansion, Saidal investit massivement dans l'amélioration de la qualité et la conformité aux standards internationaux.
Le centre de recherche et développement de Sidi Abdallah joue un rôle central dans cette démarche, en apportant des solutions innovantes et des produits compétitifs sur le marché.
La dynamique de Saidal repose sur une vision ambitieuse et intégrée, qui conjugue autosuffisance nationale et projection à l'international. Pour Abdelouahed Grimes, la clé réside dans la synergie entre innovation, production locale et ouverture sur les marchés étrangers. « Nous voulons faire de Saidal un acteur incontournable, non seulement en Algérie, mais aussi au-delà des frontières. Notre stratégie consiste à combiner efficacité industrielle et compétitivité internationale », a-t-il conclu avec optimisme. À travers cette transformation profonde, Saidal réaffirme son rôle de pilier de l'industrie pharmaceutique algérienne tout en s'ouvrant à de nouvelles perspectives économiques à l'échelle mondiale.

TINDOUF

Ouverture d'un nouvel espace pour la vente de bétail

Un nouvel espace servant de marché à bestiaux a été ouvert dans la commune de Tindouf, dans le cadre des efforts tendant à améliorer les conditions d'exercice de l'activité, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.
Localisé à une quinzaine de km de Tindouf, cet espace vient se substituer à l'ancien marché à bestiaux jouxtant la cité "El-Wifak", sise dans la commune de Tindouf et constitue une source de désagréments pour les riverains et de risque pour la santé publique, a-t-on précisé.
Les éleveurs et marchands de bétail, ayant occupé des étables et des carrés au niveau de ce marché, ont été délocalisés vers le nouvel espace, grâce à la mobilisation par les services de la wilaya de moyens humains et matériels nécessaires durant les différentes phases de l'opération, a ajouté la source.
L'opération a été largement appréciée, aussi bien par les habitants des quartiers limitrophes de l'ancien marché que des marchands de bétail, dont les préoccupations ont été satisfaites et sont liées notamment à l'ouverture d'une route, la disponibilité de l'eau et de l'électricité, et la réalisation d'une clôture, par souci d'organiser l'accès et la sortie du cheptel.

URBANISME

Tarek Belaribi explique la portée des réformes engagées

Le ministre de l'habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a répondu à la question écrite du député Abdelwahab Yaakoubi portant sur les réformes engagées en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.
Dans sa réponse, le ministre a souligné que la prise en charge de cette problématique nécessite une étude approfondie de la situation actuelle, ainsi que l'identification des dysfonctionnements et de leurs causes.
M. Belaribi a révélé que son département a mené une analyse approfondie du cadre juridique régissant l'urbanisme, notamment la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme, modifiée et complétée. Cette étude, réalisée en coordination avec les services déconcentrés du ministère, a permis d'identifier les raisons entravant son application. À partir de ces conclusions, de nouvelles approches ont été élaborées afin de moderniser les tissus urbains et d'assurer une meilleure cohérence architecturale. L'objectif est d'améliorer le cadre bâti et d'embellir l'aspect esthétique des villes.
Dans cette optique, le ministère mise sur une vision novatrice intégrant le concept des villes intelligentes et la création de pôles urbains modernes. Ces initiatives visent à alléger la pression sur les agglomérations existantes et à favoriser un développement durable en cohérence avec l'aménagement du territoire.
Le ministre a également évoqué l'étude de la loi n° 08-15 du 20 juillet 2008 fixant les règles de mise en conformité et d'achèvement des constructions. Une analyse détaillée de ce texte a mis en lumière plusieurs lacunes ayant entravé l'atteinte des objectifs fixés. Pour y remédier, des mesures d'assouplissement ont été introduites via l'instruction interministérielle n° 01 du 1er juillet 2024, visant à faciliter les procédures de mise en conformité des bâtiments et leur achèvement.
En matière de contrôle et de lutte contre les infractions à la réglementation de l'urbanisme, le ministre a rappelé que le décret exécutif n° 06-55 du 30 janvier 2006, modifié, encadre la désignation des agents habilités à constater les infractions et à assurer le contrôle du respect des normes d'urbanisme. En 2024, près de 17 000 procès-verbaux d'infraction ont été enregistrés.
Dans le cadre de la modernisation des procédures administratives et de l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, le ministère a également révisé le décret exécutif n° 24-247 du 27 juillet 2024, qui modifie et complète le décret n° 15-19 du 20 janvier 2015 relatif à la préparation et à la délivrance des actes d'urbanisme. Cette réforme repose sur la digitalisation complète des démarches liées à l'élaboration et à la délivrance des documents d'urbanisme, garantissant ainsi plus de transparence et d'efficacité.
Ces mesures s'inscrivent dans une dynamique de modernisation du secteur, avec pour objectif principal d'assurer un urbanisme cohérent, durable et adapté aux défis contemporains.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Les chiffres clés en 2024

Le montant des transactions électroniques en Algérie a poursuivi sa progression en 2024, témoignant d'un engouement croissant des consommateurs, notamment pour le paiement mobile (+56%), par TPE (+41) et par Internet (+61%). Voici les chiffres clés du secteur du paiement électronique en Algérie durant l'année écoulée. (source : GIE Monétique).

Cartes de paiement

- Le nombre total de cartes de paiement en circulation est de 19.844.903 (+20% par rapport à 2023).

Ce chiffre est réparti comme suit:
Le nombre de cartes CIB (émise par les banques) est de 4.239.021 cartes (+5%), dont 217.784 cartes Affaires.
Le nombre de cartes Edahabia (émise par Algérie Poste) est de 15.605.882 Cartes (+25%).

Paiement sur Internet

Le nombre des web-marchands qui ont intégré la plateforme de paiement sur internet est de 582 (+23% par rapport à 2023).
Le nombre de transactions valides par cartes via Internet est de 19.594.482 (+28%).
Le montant de transactions effectuées par Internet est de 51,945 milliards de dinars (+61%).
Paiement mobile
Le nombre de transactions réalisées par téléphone mobile est de 58.465.858 (+49% par rapport à 2023).
Le montant de transactions effectuées par téléphone mobile est de 43,590 milliards de dinars (+56%).
Le nombre global des transferts P2P a atteint 36.236.137 (+103%).
Le montant global des transferts P2P est de 503,679 milliards de dinars (+109%).

Paiement sur TPE (Terminal de paiement Oélectronique)

Le nombre des TPE placés auprès des commerçants à travers le réseau des accepteurs est de 68.140 terminaux (+28% par rapport à 2023).
Le nombre de transactions valides par TPE est de 5.579.708 (+40%).
Le montant des paiements effectués par TPE s'élève à 44,563 milliards de dinars (+41%).

Retrait sur ATM (Distributeur automatique de billets)

Le parc national des guichets/distributeurs automatiques de billets GAB/DAB (ATM) est composé de 3.942 automates (+2% par rapport à 2023).
-L'activité "Retrait" au moyen des cartes de paiement, sur ATM, a totalisé 197.323.075 transactions valides (+13%).
-Le montant des retraits au moyen des cartes de paiement, sur ATM, s'élève à 3.691,6 milliards de dinars (+13%).

AGRICULTURE

Des conditions climatiques favorables pour une campagne de moisson exceptionnelle

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a présidé, samedi à Alger, une réunion nationale des Directeurs des services agricoles des 58 wilayas, consacrée à l'évaluation des programmes stratégiques, notamment la préparation de la campagne moisson-battage au titre de la saison 2024/2025, qui bénéficiera de conditions climatiques favorables.
Lors de cette réunion, à laquelle ont assisté des cadres de l'Entreprise de développement des cultures stratégiques (EPE SPA DCAS) et de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), ainsi que des représentants du secteur privé adhérents aux programmes agricoles, le ministre a évoqué les procédures de la campagne moisson-battage qui sera lancée en avril prochain dans les wilayas du sud, et en mai dans les wilayas du nord, notamment dans les Hauts Plateaux pour la récolte de l'orge.
A ce propos, le ministre a relevé l'importance de se préparer à l'avance pour cette opération, en mobilisant les moyens matériels et humains, en élaborant un plan définissant le type de moissonneuses pour éviter toute déperdition, en mettant à disposition des moyens de transport efficaces et en garantissant le stockage.
Dans le cadre de la consolidation des capacités de stockage, le ministre a annoncé la réception de 10 centres de stockage sur les 350 prévus, en attendant de réceptionner 312 autres avant le début de la campagne moisson-battage.
Une trentaine de silos ont été bâtis pour le stockage des céréales, dont la majorité a été confiée à des entreprises de réalisation, a-t-il précisé.
La réunion a également été l'occasion d'évoquer la culture du maïs grain et des plantes oléagineuses durant la saison 2025, et de passer en revue les préparatifs pour la campagne de lutte contre les criquets.
Concernant le maïs grain, M. Cherfa a fait état d'un programme visant la plantation de 30.000 hectares, qui prévoit également la mise à disposition de matériels, de semences, d'engrais et d'engins. Il a rappelé, dans ce sens, que ledit programme prendra effet mars courant dans les wilayas du nord et en juillet prochain dans le sud, annonçant l'acquisition de quelque 470 semoirs, dans l'espoir de doubler ce chiffre en prévision de la saison 2026.
Au sujet de la plantation des plantes oléagineuses sur une superficie de 60.000 hectares, il a annoncé le lancement prochain de l'opération dans le nord du pays, et en juillet dans le sud.
Concernant la lutte acridienne, le ministre a souligné la nécessité de prendre des mesures proactives et de mobiliser les moyens nécessaires pour protéger les régions agricoles de ce fléau.

MASCARA

Augmentation de la production de lait pasteurisé subventionné à plus de 147.800 litres par jour pendant le mois de Ramadhan

La production de lait pasteurisé subventionné a été portée à plus de 147.800 litres par jour, durant le mois sacré de Ramadhan, dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris, dimanche, de la direction du commerce intérieur et de la Régulation du marché.
Selon la même source, la quantité de lait pasteurisé subventionné, dont le prix est fixé à 25 DA, est passée, récemment, de quelque 126.000 litres à plus de 147.800 litres par jour.
Cette augmentation a été rendue possible grâce au renforcement des capacités de production de la laiterie publique Giplait, située dans la commune de Tizi, avec une quantité supplémentaire de 60 tonnes de poudre de lait par jour fournie par l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL).
Cette production accrue a permis d'assurer une "grande aisance" dans l'approvisionnement du marché local en cette denrée alimentaire de large consommation, a fait observer la même source.
Il est à noter que cette quantité de lait pasteurisé destinée au marché local durant le mois de Ramadhan est produite au niveau de la laiterie publique Giplait, à Tizi, ainsi que dans trois laiteries privées situées dans les communes de Tighennif, El-Ghomri et Mohammadia.
La production quotidienne de lait pasteurisé subventionné enregistre une augmentation d'environ 36.000 litres par jour par rapport à celle du Ramadhan de l'année dernière, selon la direction du Commerce.
Afin de répondre à la forte demande sur le lait pasteurisé, durant le mois sacré, les services de la même direction, en collaboration avec la direction des Services agricoles, ainsi que les chefs de daïras et des P/APC, ont mis en place un plan visant à réorganiser le réseau des distributeurs privés pour assurer une distribution quotidienne régulière de ce produit à travers l'ensemble des communes de la wilaya.
Ce même plan, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de Ramadhan, prévoit également un accompagnement des 17 distributeurs privés en assurant e suivi du circuit de distribution du lait pasteurisé, de la laiterie au point de vente, ainsi que l'ouverture de points de vente supplémentaires, notamment dans les grandes villes où la demande sur ce produit alimentaire augmente durant ce mois sacré.

M. Ghrieb examine avec les représentants de Chery les moyens d'établir une industrie automobile pour la marque chinoise en Algérie

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a reçu, samedi à Alger, des représentants de la société mère de la marque chinoise Chery, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Etat visant à renforcer l'industrie automobile en Algérie et à répondre aux besoins du marché national, indique un communiqué du ministère.
La rencontre tenue au siège du ministère a porté sur les moyens d'établir une industrie automobile de la marque Chery en Algérie, en mettant l'accent sur le développement d'un tissu industriel national performant sur les plans technique et économique, notamment dans le domaine de la fabrication de pièces détachées, précise la même source.
Lors de la rencontre, les représentants du constructeur automobile chinois ont affiché "leur entière disposition à s'engager dans la stratégie ambitieuse de l'Etat algérien dans ce domaine", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 مارس 2025 الموافق لـ 13 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Mars 2025 (13 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg		أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	106	78	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	95	108	81	الطماطم	
	Oignon sec	51	57	45	البصل الجاف	
	Ail sec	693	770	616	الثوم الجاف	
	Carotte	71	80	61	الجزر	
	Navet	81	90	72	لفت	
	Choux fleur	75	84	67	قرنبيط	
	Choux	87	97	77	الكرنب	
	Courgette	111	123	98	الكوسة	
	Haricot vert	477	515	440	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	100	115	84	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	471	589	352	التفاح المحلي	
	Datte	526	660	392	التمر	
	Banane	632	654	611	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1755	1893	1616	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	371	385	358	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,40	-1,06	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	3507	4 909 800,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	3,20	8,14	7,53	7,17	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2200,00	0,00	-1,96	-3,35	11,57	5,68	3197	7 033 400,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,35	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,12	-8,52	2,03	-	0	0,00

SES EXPORTATIONS ONT ATTEINT 92,6 M M³/J EN FÉVRIER

L'Algérie confirme sa position de 2e exportateur de gaz vers l'UE

L'Algérie continue de consolider sa place en tant que deuxième plus grand exportateur de gaz naturel par pipeline vers l'Union européenne (UE), affichant une performance remarquable en février 2025. Avec des exportations atteignant 92,6 millions de mètres cubes par jour, le pays maintient fermement sa position, derrière la Norvège, premier fournisseur de gaz en Europe.

Par M. A.

D'après les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les exportations algériennes ont augmenté de 1,9 % par rapport à janvier, où elles étaient de 90,9 millions de mètres cubes par jour. Cette progression intervient dans un contexte marqué par la volonté de l'UE de sécuriser ses approvisionnements énergétiques, notamment après l'interruption de l'acheminement du gaz russe via l'Ukraine en fin d'année 2024.
Bien que l'Algérie maintienne sa deuxième position, le paysage des fournisseurs de gaz par pipeline vers l'UE reste de plus en plus concurrentiel.
La Norvège, leader incontesté, domine largement avec 235,5 millions de mètres cubes par jour, représentant plus de 57 % des importations européennes par gazoduc. Cette performance est le fruit d'une reprise de la production après des interruptions imprévues en janvier, permettant une hausse de 5,3 % en février. L'essentiel de cette production est destiné à l'Allemagne, qui reçoit environ 137,5 millions de mètres cubes par jour, consolidant ainsi sa position de principal partenaire énergétique.
De son côté, la Russie, autrefois le principal fournisseur de l'UE, a vu ses exportations par pipeline chuter drastiquement pour s'établir à 52,5 millions de mètres cubes par jour en février 2025. Bien que cette quantité marque une hausse mensuelle de 10,1 % par rapport à janvier, elle reste inférieure de 36 % à celle de l'année précédente. Cette baisse est due en grande partie à l'interruption des flux via l'Ukraine, le gazoduc TurkStream restant la seule voie d'acheminement vers l'Europe.
Derrière la Russie, l'Azerbaïdjan se classe au quatrième rang, avec des exportations de 28,2 millions de mètres cubes par jour, marquant une progression de 6,7 % par rapport au mois précédent. Ce fournisseur stratégique, notamment pour l'Europe du Sud et de l'Est, joue un rôle croissant dans la diversification énergétique de l'UE, en particulier à travers le corridor gazier méridional. Enfin, la Libye ferme la marche avec seulement 1,25 million de mètres cubes par jour, un volume en baisse de 8 % par rapport à janvier. Bien que ces quantités transitent principalement par le gazoduc GreenStream en direction de l'Italie, leur impact reste limité sur l'ensemble des importations européennes.
Face à l'instabilité géopolitique et aux perturbations des approvisionnements en provenance de Russie, l'Algérie se positionne comme un acteur incontournable dans la stratégie énergétique de l'Europe. En renforçant ses capacités d'exportation et en diversifiant ses débouchés, notamment vers l'Italie et l'Espagne, elle contribue activement à la sécurisation des approvisionnements du vieux continent.
Alors que l'Europe cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis du gaz russe, l'Algérie dispose d'une opportunité majeure pour consolider son rôle stratégique sur le marché énergétique européen. Avec des perspectives de production en hausse et des projets d'extension d'infrastructures gazières, tels que le projet de gazoduc Transsaharien (TSGP), le pays semble prêt à relever les défis de la demande croissante en énergie sur le continent.

M-PAIEMENT

Les transferts entre particuliers ont plus que doublé en 2024

Les transferts de fonds entre particuliers (P2P) via mobile ont bondi de 109 % en 2024, illustrant l'essor des paiements numériques en Algérie, notamment parmi les jeunes en quête de solutions plus rapides et pratiques.
Selon le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), les transferts P2P ont connu une croissance exponentielle" l'année dernière, atteignant un montant total de 503 milliards de dinars, contre 241 milliards de dinars en 2023.
Le nombre de transferts P2P est passé de 17,8 millions de transferts en 2023 à 36,2 millions en 2024, à travers les applications BaridMob et Wimpay, soit une hausse de 103 %, précise la même source.
Les paiements par téléphone mobile destinés aux webmarchands ont également enregistré une croissance significative: le nombre de transactions a augmenté de 49 % sur un an, atteignant 58,4 millions d'opérations, pour un montant de 43,5 milliards de dinars (+56 %).
Opérationnel en Algérie depuis 2022, le paiement mobile inclut les paiements par QR code et les transferts P2P. Dans un premier temps, ce service était limité aux transactions intra-bancaires au sein de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Al Salam Bank Algeria et Algérie Poste. Depuis janvier dernier, cinq autres banques proposent des services de paiement mobile à leurs clients et ce, grâce notamment à la mise en place de l'interopérabilité en juin 2024.
D'après le bilan du GIE Monétique, le montant total des paiements électroniques (via TPE, internet ou mobile) s'est élevé à 643,8 milliards de dinars en 2024, contre 332,6 milliards de dinars en 2023, soit une progression de 48,3 %.
Les paiements en ligne ont connu une augmentation de 61 % sur un an, atteignant 51,9 milliards de dinars. Le secteur des télécommunications (paiement des factures et rechargement de crédits auprès des opérateurs de téléphonies et fournisseurs d'accès à internet) reste le plus dynamique, avec 9,83 millions de transactions sur un total de 19 millions effectuées en ligne.
D'autres secteurs affichent également une forte croissance : Grands facturiers (+125 %), Vente de biens (+107 %), Transport (+104 %) et Assurances (+66 %).
Depuis le lancement de l'e-paiement en Algérie en 2016, le nombre total de transactions en ligne a dépassé les 58 millions, selon les données du GIE Monétique.
L'autorité de régulation du secteur de la monétique recense actuellement 582 webmarchands adhérant au système électronique interbancaire, soit 107 de plus qu'en 2023.
Concernant les paiements par TPE (Terminaux de paiement électronique), la valeur totale des transactions a progressé de 41 %, pour atteindre 44,6 milliards de dinars en 2024.
Par ailleurs, le nombre total d'opérations de retrait sur les distributeurs automatiques de billets (ATM) a augmenté, passant de 174,4 millions en 2023 à 197,3 millions en 2024, pour un montant total de plus de 44,6 milliards de dinars.
L'analyse du ratio paiements électroniques/retraits révèle une légère tendance vers la digitalisation : ce ratio est passé de 0,1 en 2023 à 0,2 en 2024.
"Les porteurs de carte effectuent moins de retraits en espèces et se tournent progressivement vers les paiements électroniques. Cette tendance pourrait s'accentuer avec la densification du réseau d'acceptation", souligne le rapport du GIE Monétique

TIMIMOUN

148.000 qx de tomate industrielle récoltés cette saison

La wilaya de Timimoun a enregistré une production de 148.000 quintaux (qx) de tomate industrielle, à l'issue de la campagne de récolte de l'actuelle saison agricole (2024-2025), a-t-on appris dimanche de la direction locale des services agricoles (DSA).
Cette récolte, en hausse comparativement à celle de la saison écoulée (130.900 qx), a été réalisée sur une superficie de 190 hectares (ha) consacrée à la filière de la tomate industrielle à travers les périmètres agricoles des communes de Talmine et Deldoul, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Rafik Benmanssour.
Cette hausse "notable" s'explique par divers facteurs, notamment le soutien de l'Etat aux agriculteurs pour l'acquisition d'engrais et la mise en place du système d'irrigation goutte à goutte, ainsi que l'accompagnement technique, a-t-il ajouté.
Ces mesures ont encouragé les agriculteurs à s'impliquer davantage dans les efforts du secteur visant à promouvoir cette filière, et ce dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et d'aller vers l'exportation, a souligné M. Benmanssour.
La filière de la tomate industrielle a connu, ces dernières années, une expansion importante dans la wilaya, grâce à la politique de commercialisation de l'Etat, notamment avec la prise en charge de la récolte par l'usine de transformation de la tomate industrielle de Reggane (Wilaya d'Adrar), qui reçoit chaque année d'importantes quantités de matière première auprès des producteurs de la région.

ANNABA

Lancement de la réalisation d'une usine de fabrication de chaussures en cuir

Le tissu industriel de la wilaya d'Annaba sera renforcé prochainement par une nouvelle usine de fabrication de chaussures en cuir dont les travaux de réalisation ont été lancés au niveau de la zone industrielle Meboudja de la commune de Sidi Amar, a-t-on appris auprès du directeur local de l'industrie, Sofiane Bladehane. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que ce projet d'investissement privé sera mis en exploitation « vers la fin de l'année en cours 2025 », soulignant que le projet bénéficie de l'appui et de l'accompagnement des autorités de la wilaya en vue de lui permette d'être opérationnel dans les délais fixés.
Un délai de cinq mois est prévu pour la réalisation des bâtiments en deux niveaux de cette usine sur un terrain de 2.200 m2, selon la même source qui a souligné que le propriétaire a engagé l'opération d'acquisition des équipements et installations industriels.
La capacité de production de l'usine qui fait appel à l'expertise italienne dans le domaine de l'industrie de la chaussure est estimée annuellement à 650.000 paires de chaussure pour hommes, femmes et enfants et destinées au marché nationale et à l'exportation, a-t-on indiqué. Cet investissement industriel est appelé à générer plus de 350 postes d'emploi directs et plusieurs autres dizaines d'emplois indirects, a-t-on également souligné.

ORAN

Lancement du projet de raccordement de 240 logements à Kristel

Le wali d'Oran, Samir Chibani a supervisé, le lancement du projet de raccordement de 240 logements dans la localité de Kristel, commune de Gdyel (Est d'Oran), au réseau de gaz naturel. Il s'agit du raccordement de la zone résidentielle Taga 1 et 2, ainsi que de la cité des 38 logements de Kristel au réseau de gaz naturel.

Le projet, qui a coûté plus de 41 millions de dinars, sera livré dans un délai de trois mois au plus tard, selon les explications fournies par Sonelgaz, l'entreprise en charge du projet. Dans une seconde et dernière phase, 450 autres logements seront raccordés à court terme, selon la même entreprise.
Le taux de couverture de la wilaya en gaz naturel dépasse les 96 %, a-t-on indiqué de même source. Le wali a également inspecté l'abri de pêche ainsi que le chantier inhérent aux travaux complémentaires confiés à la direction de wilaya des Travaux publics, où il a insisté sur la nécessité de livrer le projet dans les délais contractuels, soit à la fin du mois de mars de cette année. Ce projet répond aux préoccupations et aux demandes des professionnels de la pêche et vise à préserver les acquis de la wilaya, qui est une importante source de production de divers types de poissons destinés à satisfaire les besoins du marché local.
Dans la commune de Hassi Mefsoukh, M.Chibani a inspecté le projet de réalisation de 76 logements en location-vente (AADL) et le projet de 300 logements publics locatifs. Le wali a exhorté les responsables de ces projets, en particulier l'Agence foncière et l'Office de promotion et de gestion immobilière, de surmonter les obstacles pour accélérer le rythme des travaux et livrer les projets dans les délais prévus, soit en mai et juin 2025. Il a également visité l'hôpital de la commune de Gdyel, « Dr Feradi Mohamed Benamar » (240 lits), où il a inauguré une bibliothèque et un club hospitalier avant de visiter une Maison de jeunes qui a bénéficié d'une opération de rénovation. Dans la commune de Benfreha, précisément dans la localité de Hassiane Toual, le wali a visité une exploitation privée spécialisée dans l'élevage de bovins et la production de lait, ainsi que le nouveau siège de la commune de Benfreha.
Il a aussi visité le quartier des 1.000 logements publics locatifs (LPL) à Benfreha, où des futurs bénéficiaires de relogement seront installés, tout en insistant sur l'importance de l'aménagement extérieur du site et sur la fourniture des différents réseaux avant d'entamer les opérations de relogement.
Le wali a, d'autre part, posé la première pierre du projet de réalisation d'un groupe scolaire de 1.000 places, destiné aux trois cycles scolaires, a-t-il préconisé. La visite du wali a également inclus l'inspection d'une usine spécialisée dans la production de plâtre, l'inauguration d'une école coranique construite par la même société dans l'agglomération de Menadsia, ainsi que l'inspection, dans la commune de Hassi Mefsoukh, du projet de 150 logements sociaux locatifs et du projet d'aménagement urbain le long de la route nationale RN11. M. Chibani a également posé la première pierre du projet de construction d'un centre de proximité de stockage des céréales dans le village de Bouâmama.

189 projets pour la mise en place d'un réseau de fibre optique

Dans un autre registre, pas moins de 189 projets ont été réalisés, en 2024 dans la wilaya d'Oran, pour la mise en place d'un réseau de fibres optiques d'une longueur de 193 kilomètres, a indiqué, mercredi, la directrice de la poste et des télécommunications, Meriem Seddiki. Mme Seddiki a souligné à l'APS que dans le cadre des projets d'infrastructures pour le réseau des télécommunications, 189 projets ont permis de mettre en place un réseau de fibres optiques d'une longueur de 193 km, ainsi que 281 projets pour des canaux téléphoniques et 70 projets pour relier les cités d'habitation à la fibre optique jusqu'au domicile, avec une capacité totale estimée à 66.322 foyers.

ALI MENDJELI (CONSTANTINE) SE PRÉPARE À LA RENTRÉE

Les projets d'établissements scolaires sous la loupe

Le wali délégué d'Ali Mendjeli a effectué samedi 15 mars, une visite d'inspection sur le terrain pour suivre l'avancement des établissements éducatifs en cours de construction.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire, visant à réduire la surcharge dans les salles de classe et assurer des conditions d'apprentissage optimales pour les élèves. Accompagné des services concernés, le wali délégué a débuté sa tournée par une école primaire de type 2 située dans le quartier des 2.050 logements, à l'unité de voisinage 20. La visite s'est poursuivie par l'inspection d'un complexe scolaire de type D dans le quartier des 3.300 Logements Promotionnels Aidés (LPA) dans l'extension sud, ainsi que le projet de construction d'un lycée de 1.000 places pédagogiques également situé dans l'extension sud.
Lors de ces visites, des instructions fermes ont été données aux entreprises de construction pour renforcer les chantiers en moyens humains et matériels, tout en respectant scrupuleusement la qualité des travaux. La seconde étape de cette sortie concernait le projet de construction de la route « L » et des différents réseaux dans le Plan d'Occupation des Sols (POS) n°14 dans l'extension sud d'Ali Mendjeli, coïncidant avec l'installation du chantier.
Ce projet prévoit également le raccordement de divers équipements publics en cours de construction dans la région, notamment le lycée, le complexe scolaire, la clinique polyvalente, la mosquée, ainsi que les différents programmes de logements toutes formules confondues.

CADRE DE VIE À BORDJ SABATH (GUELMA)

Huit milliards pour rompre l'isolement

La commune rurale de Bordj Sabath, qui abrite plus de 11.000 habitants, vient de bénéficier d'une enveloppe financière de huit milliards destinée à la concrétisation de projets de rompre l'isolement sur ses mechtas. C'est ce qu'a annoncé le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC), Hamza Cheriet, mercredi 12 mars, sur les ondes de la radio régionale. « Dans le cadre du Programme Communal de Développement (PCD) 2025 et du Fonds de Garantie des Collectivités Locales (FGCL), notre commune a bénéficié d'une enveloppe de huit milliards que nous consacrons à la concrétisation de quatorze projets visant le désenclavement de nos mechtas. Notre plan consiste à réaliser en priorité des chemins carrossables pour permettre aux familles vivant dans des zones enclavées de rallier le chef-lieu et les différentes localités plus facilement », a-t-il précisé. « Cette opération d'intérêt général a été programmée avec le concours de nos concitoyens que nous avons associés à nos réunions de travail ». Rattachée à la daïra d'Oued Zénati et distante d'une cinquantaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, Bordj Sabath est pénalisée par son isolement. Sa population, résidant principalement dans des mechtas éparses, s'adonne à l'agriculture, à l'élevage, à l'apiculture et à l'aviculture. L'Est Républicain avait rapporté dans une récente édition les préoccupations citoyennes, axées essentiellement sur l'alimentation en eau potable et l'ouverture de pistes carrossables. Le maire, Hamza Cheriet, avait tenu à rassurer ses administrés, leur promettant de prendre en charge ces légitimes revendications. Concernant l'amélioration de la distribution d'eau potable dans les foyers, il avait annoncé qu'un projet de 2014 qui était gelé avait reçu l'aval de la wali afin d'alimenter la commune à partir de la station de traitement des eaux du barrage de Bouhamdane.
A noter que cette collectivité a bénéficié ces dernières décennies d'infrastructures éducatives, sanitaires, sportives, culturelles, ainsi que du raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz naturel et d'assainissement, contribuant à l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

«L'ANNÉE 2025 VA ÊTRE UNE PÉTAUDIÈRE TRUMPISTE»

Entre la Chine et les États-Unis, la guerre commerciale est déclarée

1ere partie

Donald Trump a annoncé une hausse de 10% des taxes sur les importations chinoises, à laquelle Pékin a répliqué en augmentant également ses droits de douane sur certains produits américains. Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, commente la situation.

Richard Arzt – Édité par Louis Pillot

Dans les quelque 200 mesures annoncées par Donald Trump au lendemain de sa nouvelle élection à la Maison-Blanche, celles qui concernent les relations des États-Unis avec la Chine semblent faire l'objet d'une approche résolue mais prudente. Comme si le président voulait être assuré du soutien de ceux qui, dans son entourage, ont des approches très différentes à propos de l'attitude que Washington doit avoir avec Pékin.

Marco Rubio, le nouveau chef de la diplomatie américaine, a toujours manifesté une forte hostilité envers la concurrence grandissante que la Chine peut représenter pour les États-Unis. Ce n'est pas du tout l'attitude d'Elon Musk, qui entretient d'excellentes relations avec les dirigeants du pays qui accueille la moitié des usines d'automobiles électriques Tesla.

Ces dirigeants observent attentivement la façon dont le programme du président américain à l'égard de la Chine va s'appliquer. Ils considèrent que, dans les démocraties occidentales, on compte de nombreux exemples où un écart a pu exister entre les positions affichées avant l'élection d'un candidat et les réalités qui apparaissent incontournables une fois qu'il est élu.

Le spectre de la guerre commerciale

Cependant, dans la campagne électorale qui vient de le ramener au pouvoir, Donald Trump a réitéré son intention de lancer une véritable guerre commerciale contre la Chine. Il a souvent répété que les produits chinois importés aux États-Unis devaient subir de lourds tarifs douaniers, qui pourraient atteindre les 60%. Augmenter les droits de douane contribuerait, dans la logique de Trump, à rétablir des emplois dans l'industrie manufacturière américaine.

Mais le 23 janvier, soit trois jours après son entrée en fonction, le même Donald Trump avait laissé entendre que le sujet pourrait être discuté avec la Chine. Il a déclaré, lors d'une interview sur Fox News: «Nous avons un très grand pouvoir sur la Chine, ce sont les droits de douane, ils n'en veulent pas, et je préférerais ne pas avoir à l'utiliser. Mais c'est un pouvoir énorme sur la Chine.» Finalement, le 1er février, la décision a été prise: les taxes sur les importations venant de Chine ne vont augmenter que de 10% et porter notamment sur les microprocesseurs et les voitures électriques. Les taxes sur les produits canadiens ou mexicains vont quant à elles être majorées de 30%.

Le 2 février, le porte-parole du ministère chinois du Commerce extérieur, He Yadong, a exprimé le «mécontentement» de la Chine face à cette annonce faite par Donald Trump. En réponse à cette «décision erronée» des États-Unis, Pékin compte porter plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a annoncé, mardi 4 février, imposer à son tour des droits de douane sur plusieurs produits américains, dont 15% sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié.

La suprématie américaine mise en cause

Mao Ning, l'une des porte-paroles du ministère chinois des Affaires étrangères, avait pourtant déclaré dès le 23 janvier que «la coopération économique et commerciale entre la Chine et les États-Unis est mutuellement bénéfique», et que «la Chine ne cherche pas intentionnellement un excédent commercial». De son côté, le 21 janvier, lors de la réunion du Forum économique mondial, qui comme chaque année se tenait à Davos, le vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang avait proclamé: «Le protectionnisme ne mène nulle part, et il n'y a pas de vainqueur dans les guerres commerciales.»

Xi Jinping avait eu avec Donald Trump, le 17 janvier, un entretien téléphonique que le président américain avait qualifié de «très bon, à la fois pour la Chine et pour les États-Unis», tandis qu'un communiqué chinois indiquait que le secrétaire général du Parti communiste chinois avait «indiqué être prêt à faire de plus grands progrès dans la relation sino-américaine à partir d'un nouveau départ». Après cela, le 20 janvier, ce n'est pas l'ambassadeur de Chine aux États-Unis mais le vice-président Han Zheng, présenté comme «l'envoyé spécial de Xi Jinping», qui avait représenté Pékin à la cérémonie d'intronisation de Donald Trump.

Au-delà des attentions protocolaires au plus haut niveau, les dirigeants chinois savent parfaitement que le président américain a clairement exprimé au cours de sa campagne une volonté de ralentir ou, mieux encore, de stopper la montée en puissance de l'économie chinoise. Pour Hubert Védrine, qui fut ministre des Affaires étrangères sous la cohabitation Chirac -Jospin (1997-2022), «ce qui est essentiel pour les dirigeants américains quels qu'ils soient, c'est que l'Amérique reste la première puissance mondiale. Ils peuvent varier sur le degré d'engagement ou d'isolement dans le monde, mais l'Amérique doit rester numéro 1. Et donc ce n'est pas acceptable, pas tolérable et ce serait dangereux qu'un autre pays le devienne. [Du point de vue américain] il est choquant et blasphématoire que Xi Jinping ait abandonné la prudence qu'avait Deng Xiaoping il y a quarante ans et qu'il proclame que la Chine a vocation à être supérieure aux États-Unis. L'Amérique réagit en disant: “non, jamais!”.»

Mais il arrive que la suprématie américaine soit subitement mise en cause. Dans les annonces proclamées le 21 janvier à la Maison-Blanche, les États-Unis devaient rester à la tête des technologies de pointe. Or, la Chine vient de montrer qu'elle est capable de très importants progrès technologiques en matière d'intelligence artificielle. Elle n'est plus, comme c'était encore le cas il y a une dizaine d'années, un pays suivant et recopiant les productions les plus performantes des pays occidentaux.

La start-up DeepSeek, lancée en 2023 par Liang Wenfeng, un jeune gérant de fonds de Hangzhou, a dévoilé fin janvier un robot conversationnel semblable au ChatGPT de l'américain OpenAI, mais beaucoup moins cher. L'investissement annoncé par l'entreprise chinoise serait équivalent à 6 millions de dollars alors que, de même que d'autres sociétés américaines comme Google, Open AI a engagé plusieurs milliards de dollars dans la mise au point de son système.

En n'employant que 139 chercheurs, DeepSeek a élaboré un modèle performant, gratuit et en libre d'accès. Aux États-Unis comme en Europe ou au Japon, la valorisation boursière des sociétés d'intelligence artificielle s'est effondrée face à l'apparition de cette production chinoise. D'autant que, huit jours après DeepSeek, la société chinoise Alibaba vient à son tour de sortir une nouvelle version de son intelligence artificielle Qwen, qui s'annonce également beaucoup plus performante qu'OpenAI.

(A suivre)

POUR LE PROJET WADI SAFAR (ARABIE SAOUDITE)

BSF et Diriyah Co. concluent un accord de financement de 1,6 milliard de dollars

La Banque Saudi Fransi a conclu un accord de financement d'une valeur de 6 milliards de riyals saoudiens (1,6 milliard de dollars) avec Diriyah Co. pour développer le projet Wadi Safar, soulignant ainsi le rôle du secteur privé dans la stimulation de la croissance économique.
Le développement est une destination culturelle et touristique clé au sein de la zone plus large de Diriyah, qui vise à attirer plus de 50 millions de visiteurs d'ici à 2030 tout en soutenant des initiatives majeures, selon la banque, qui s'est rebaptisée BSF en juin après 48 ans de présence sur le marché.
Lors de la cérémonie de signature, Bader al-Salloom, PDG de BSF, et Jerry Inzerillo, PDG de Diriyah Co. ont souligné l'importance de ce partenariat dans la réalisation du développement durable et le renforcement de la position de Diriyah en tant que centre culturel et historique de premier plan.
L'accord entre les deux parties s'aligne sur l'objectif de la Vision 2030 saoudienne qui vise à transformer le Royaume en une destination touristique mondiale. L'autorité de développement de la porte de Diriyah a créé un précédent en associant le respect du patrimoine à des projets innovants et durables, tels que la terrasse Al-Bujairi, qui est devenue une attraction touristique majeure depuis son ouverture en 2022. L'opération s'inscrit également dans le cadre des initiatives de BSF visant à soutenir d'importants projets de développement qui renforcent les infrastructures, favorisent le tourisme et stimulent la croissance économique en Arabie saoudite, selon un communiqué de la banque.
Le projet Wadi Safar, lancé en décembre 2023 par la DGDA, est l'une des trois principales initiatives du plan de développement de Diriyah Co.
Il couvre une superficie d'environ 62 kilomètres carrés et est destiné à devenir une communauté résidentielle haut de gamme, comprenant des installations d'accueil haut de gamme, des lieux de loisirs et de sports, ainsi que des espaces commerciaux et de vente au détail de pointe.
Le projet offrira des unités immobilières haut de gamme conçues pour répondre aux besoins des investisseurs et des visiteurs. De plus, la communauté fermée de Wadi Safar servira d'oasis au sein de Riyad, avec trois grands centres de villégiature : Six Senses, Aman et Oberoi.
C'est également là que se trouve le terrain de golf de championnat conçu par Greg Norman et le Royal Diriyah Golf Club, dont le développement est en cours.
Le projet de développement de Diriyah vise à créer environ 178 000 emplois et devrait contribuer à hauteur de 18,6 milliards de RS au produit intérieur brut du Royaume une fois achevé.

NOUVEAU CODE DU TRAVAIL EN TUNISIE

Quel avenir pour les sociétés de sécurité et de nettoyage ?

Le nouveau Code du travail qui sera voté au parlement tunisien marque un tournant décisif dans le monde de l'emploi. En interdisant la mise à disposition de main-d'œuvre, cette réforme vise à protéger les travailleurs contre la précarité et l'exploitation.

Cependant, cette mesure soulève de nombreuses interrogations, notamment sur l'avenir des agents de sécurité, des femmes de ménage et des autres travailleurs externalisés par des sociétés prestataires.

Une réforme qui met fin à l'intérim et à la sous-traitance abusive

Jusqu'à présent, de nombreuses entreprises tunisiennes faisaient appel à des sociétés d'intérim ou de prestation de services pour recruter du personnel, notamment dans les secteurs de la sécurité, du nettoyage et de la maintenance. Ces travailleurs, bien que techniquement employés par une société tierce, travaillaient sous les ordres directs de l'entreprise cliente, ce qui revenait à une mise à disposition déguisée.
Avec le nouveau Code du travail, cette pratique est désormais interdite. Désormais, tout travailleur effectuant une mission récurrente pour une entreprise devra être embauché directement par celle-ci. Cette mesure vise à garantir de meilleures conditions de travail, en réduisant la précarité liée aux contrats temporaires ou sous-payés.

Les sociétés de sécurité et de nettoyage seront-elles impactées ?

Les entreprises de sécurité privée, de nettoyage, de logistique et de maintenance sont concernées par cette réforme. En effet, elles fonctionnent principalement sur un modèle de sous-traitance, en fournissant du personnel aux entreprises clientes. Cependant, le nouveau Code du travail ne supprime pas totalement la sous-traitance. Il interdit uniquement la mise à disposition de main-d'œuvre, c'est-à-dire le fait qu'un employé travaille sous la direction de l'entreprise cliente alors qu'il est officiellement employé par une société tierce. Ainsi, les sociétés de prestation pourront continuer à exister à condition de respecter certains critères :
Elles doivent fournir une prestation complète et autonome, et non simplement du personnel.
Le personnel ne doit pas être intégré dans l'organigramme de l'entreprise cliente ni recevoir d'ordres directs de cette dernière.
Le contrat doit porter sur un service spécifique (sécurité, propreté, maintenance) et non sur une simple mise à disposition de travailleurs.

Restructurations à prévoir

Les agents de sécurité, les femmes de ménage et d'autres travailleurs externalisés pourraient être les premiers impactés par cette réforme. De nombreuses entreprises, qui préféraient éviter les contraintes administratives liées aux embauches directes, devront désormais revoir leur organisation.

FUITE DE GAZ À GTA EN MAURITANIE

Les craintes des pêcheurs, le silence de BP

Le 19 fevrier dernier, une fuite de gaz survenait a la plateforme grand tortue/ahmeyim (gta) partagee par le sénégalo et la Mauritanie. Le gisement est exploité par un consortium dirigé par BP. Les autorités mauritaniennes ont annoncé l'ouverture d'une enquête, alors que la compagnie BP a très peu communique se limitant a une déclaration laconique qui fait état «d'une situation sous contrôle». Les ONG sont inquiètes des consequences environnementales.
quelques semaines après le début de l'exploitation du gisement offshore grand tortue/ahmeyim (gta), une fuite de gaz est survenue le 19 fevrier 2025 du cote mauritanien. Pour le moment, BP qui dirige le consortium exploitant le gisement a peu communique sur cette fuite et éventuellement sur sa réparation et ses conséquences.
Toutefois, cette fuite suscite l'inquiétude des acteurs de la filière halieutique, notamment la fédération nationale des peches (fnp/section sud) et les ONG de protection de l'environnement marin, a l'image de zakia. ces organisations ont fait face à la presse, pour exprimer de vives craintes et formuler une serie de recommandations.
Béchir Hassan Ahmed Abeid, president de la fnp/section sud, déplore « les déclarations restreintes de bp sur un incident, dont on nous a dit qu'il est maitrise, mais que la fuite demeure, avec un impact 'minime'. Le terme 'minime' veut dire qu'il y a quand même un impact, et on voudrait savoir jusqu'où il pourrait aller. nous sommes concernés a plus d'un titre. Nous travaillons dans ces zones et vivons des fonds marins. les aleas climatiques nous causent suffisamment de problemes comme ça. Si on devait y ajouter des problemes écologiques, ça serait grave. Quand j'entends parler de fuite de gaz, ma peur est endorme, je me demande s'il y a pas un déversement d'huiles depuis bientôt deux semaines, a plus de 2.800 mètres de profondeur, dans la zone sud, qui est l'un de nos réservoirs de poissons».

KOWEÏT

Réforme politique et relance du secteur pétrolier

Le Koweït, quatrième producteur de l'OPEP, vise à augmenter sa capacité de production à 4 millions de barils par jour (b/j) d'ici 2035. Actuellement, les capacités de production du pays sont loin de cet objectif en raison des années d'instabilité politique et de l'opposition parlementaire aux investissements étrangers. La dissolution du parlement par l'émir Sheikh Meshal al-Ahmad al-Jaber al-Sabah et la suspension de certains articles constitutionnels marquent un tournant. Emad Mohammad al-Atiqi, académicien koweïtien et ministre du Pétrole, conserve son poste sous le nouveau gouvernement. « Une plus grande stabilité gouvernementale serait bénéfique pour le ministère du Pétrole, qui a connu une forte rotation ces dernières années », déclare Kristin Diwan, chercheuse principale à l'Arab Gulf States Institute à Washington.
Objectifs Ambitieux de Production
Le Koweït ambitionne d'augmenter sa capacité de production à 4 millions b/j d'ici 2035. Ils estimeront autour de 3,65 millions b/j en provenance des actifs de la Kuwait Oil Company et 350 000 b/j de la Zone Neutre partagée avec l'Arabie Saoudite. Comparé à d'autres producteurs du Golfe comme les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, le Koweït est encore loin de son objectif. Les experts estiment que le gouvernement koweïtien sera fortement scruté pour tenir ses promesses. « Une ouverture accrue du secteur des hydrocarbures à de nouveaux investissements étrangers est possible dans ce contexte », explique Mariam al-Shamma, analyste en risques politiques et en amont chez Global Commodity Insights.

DÉMARRAGE DES FORMATIONS DE L'ATELIER DES MÉTIERS DE LA BCEG

Un tremplin pour les entrepreneurs gabonais

La Banque pour le Commerce et l'Entrepreneuriat du Gabon (BCEG) a officiellement lancé les formations de l'Atelier des PME, un programme destiné à renforcer les compétences des entrepreneurs et à structurer leurs projets pour favoriser leur réussite.

L'événement s'est tenu au siège de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), en présence du Ministre de l'Économie et des Participations, M. Mark-Alexandre Doumba, et du Directeur National de la BEAC, M. Rodrigue Bissielou Bi Didoungou. L'initiative a rassemblé près de 300 entrepreneurs en présentiel et plus de 5300 participants connectés en ligne via les plateformes de la BCEG, illustrant l'engouement pour cette formation.

Des intervenants d'exception pour inspirer et guider

Après les allocutions de Mme Daisy-Helen Eyang Ntoutoume, Directrice Générale de la BCEG, et du Ministre de l'Économie et des Participations, des entrepreneurs à succès ont partagé leur expertise et leurs conseils.
Parmi eux, M. Arnauld Calixte Engandji Alandji, fondateur du restaurant emblématique Big Mama, et M. Alain-Claude Kouakoua, PDG du Groupe MIKA SERVICES, ont captivé l'audience avec des interventions sur "L'Art d'Entreprendre" et "L'Efficacité Entrepreneuriale".
Les sessions se sont clôturées par une séance interactive de questions-réponses et des rendez-vous individualisés, permettant à certains participants de peaufiner leur business model et à d'autres de recevoir des opportunités concrètes d'attribution de marchés. « Cet échange m'a permis de structurer mon projet, d'identifier ses faiblesses et d'obtenir des pistes concrètes pour l'améliorer », a confié un entrepreneur enthousiaste.

Un programme riche et diversifié sur trois jours

Les formations se poursuivront les deux prochains jours avec des thématiques essentielles pour le développement des PME gabonaises.
Le jeudi 13 mars s'ouvrira avec une journée dédiée à la gestion de la trésorerie et des coûts. Cette journée abordera les fondamentaux financiers essentiels pour les PME et explorera le cadre d'investissement, ainsi que les services d'appui et d'accompagnement disponibles au Gabon. Les participants auront l'occasion de participer à un atelier pratique axées sur l'élaboration de budgets, de business plans et la préparation de dossiers de financement.
Le vendredi 14 mars, l'accent sera mis sur la transformation numérique, en présentant des outils et solutions accessibles pour les PME. Les sessions de la journée traiteront également de la traction et des moteurs nécessaires pour structurer et développer efficacement une entreprise. En fin de journée, Mme Isabelle ESSONGHE animera une masterclass sur le thème "Développer son entreprise et sa marque". Cette série d'événements se conclura par un cocktail et une session de networking, offrant aux participants l'opportunité d'échanger et de tisser des liens professionnels.

Un engagement fort de la BCEG pour les PME

Avec cette initiative, la BCEG réaffirme son ambition d'équiper les porteurs de projets des outils nécessaires à la réduction des risques entrepreneuriaux. L'objectif est de faciliter l'accès au financement en aidant les banques à mieux appréhender les plans d'affaires présentés, contribuant ainsi à la création d'un tissu économique national dynamique et à l'émergence de nouveaux champions gabonais.

AFRIQUE DU SUD

L'UE annonce 4,7 milliards $ pour soutenir la transition énergétique

Alors que son mix énergétique est dominé à plus de 80% par le charbon, l'Afrique du Sud travaille à accélérer sa transition énergétique. Un plan dans le cadre duquel elle bénéficie du soutien de partenaires clés comme l'Union européenne.
À l'occasion du sommet UE-Afrique du Sud qui s'est tenu à Cape Town le jeudi 13 mars, l'Union européenne a réitéré son soutien à la transition énergétique en Afrique du Sud, à travers l'annonce d'un nouvel investissement de 4,4 milliards d'euros (environ 4,8 milliards USD). Selon une note de l'organisation, ce financement devrait s'inscrire dans le cadre du programme Global Gateway qui vise à jeter les bases d'une nouvelle coopération avec la nation arc-en-ciel dans plusieurs domaines clés. Concrètement, Global Gateway est une vaste initiative de 4,7 milliards d'euros visant à soutenir le développement de l'Afrique du Sud, notamment dans des secteurs comme les énergies, les minéraux critiques, les infrastructures de connectivité et l'industrie pharmaceutique. La transition énergétique du pays est, apprend-on, au cœur de ce programme, absorbant ainsi une grande partie de cet investissement, soit les 4,4 milliards d'euros susmentionnés. Cette allocation s'aligne avec la campagne Scalling Up Renewables in Africa, lancée par l'UE avec l'Afrique du Sud en 2024 pour promouvoir le déploiement de solutions renouvelables dans le pays. Notons par ailleurs qu'elle survient à un moment délicat pour le pays, qui a récemment perdu le soutien des États-Unis dans le cadre de sa transition énergétique.

CÔTE D'IVOIRE

La BOAD présente son projet PACAN à ses partenaires

Lancé en août 2024, le programme des prêts adaptés aux catastrophes naturelles s'est focalisé sur quatre pays pilotes, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo.
Au Movenpick Hotel à Abidjan, la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a organisé une session d'information et de sensibilisation autour de son programme de prêts adaptés aux catastrophes naturelles (PACAN).
Réunissant plusieurs partenaires dont la GiZ, l'Union européenne ou encore la SFI, l'événement a été l'occasion pour la BOAD de présenter le bilan de la phase pilote du PACAN, lancé en août 2024 au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. Ce programme innovant, financé par la République Fédérale d'Allemagne à travers sa Banque de développement, KfW, est conçu pour soutenir les pays touchés par des catastrophes naturelles.
Il combine des prêts à conditions avantageuses et une assurance paramétrique qui s'active automatiquement lors d'une catastrophe en s'appuyant sur des outils développés et mis en œuvre par la compagnie de réassurance Munich Re et l'assureur African Risk Capacity (ARC Ltd).
L'objectif est d'offrir aux Etats une marge de manœuvre budgétaire en cas de sinistre, en vue de réorienter des financements destinés au service de la dette, vers le soutien aux populations.
« Nos pays font face à des défis climatiques croissants, tels que les inondations, les sécheresses et les tempêtes exacerbées par le réchauffement climatique. Ces catastrophes attaquent précisément nos communautés vulnérables. Ce projet vise à répondre à ces défis par une approche de gestion des risques climatiques », a déclaré le représentant résident de la BOAD, Nago Franchy. Et d'ajouter : « en 2023, les pertes économiques liées aux catastrophes naturelles en Afrique de l'Ouest ont été estimées à plusieurs dizaines de milliards de francs CFA, fragilisant ainsi nos économies. C'est dans ce contexte que nous avons adopté une solution innovante : les prêts adaptés aux catastrophes naturelles. »
Lancé en août 2024, le programme des prêts adaptés aux catastrophes naturelles s'est focalisé sur quatre pays pilotes, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo.

GUINÉE-BISSAU

Hausse de 17 % du prix bord champ de la noix de cajou en 2025

La Guinée-Bissau est le 3ème producteur ouest-africain d'anacarde derrière la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Comme pour la majorité des pays de la sous-région, la filière bissau-guinéenne lance traditionnellement sa campagne de commercialisation au cours du premier trimestre de chaque année.
En Guinée-Bissau, le prix bord champ du kilogramme de noix de cajou est fixé à 410 francs CFA (0,68 $) en 2025. C'est ce qu'a révélé le Premier ministre Rui Duarte Barros au cours du lancement officiel de la campagne de commercialisation, le samedi 8 mars.
Le tarif annoncé traduit une hausse de 17 % par rapport à celui en vigueur l'année précédente (350 francs CFA). Il s'agit en outre de l'un des tarifs les plus élevés de la sous-région ouest-africaine, devançant par exemple les prix bord champs au Bénin (375 francs CFA) et au Burkina Faso (385 francs CFA), mais encore en deçà des 425 francs CFA fixés en Côte d'Ivoire.
Plus largement, cette revalorisation du prix de la matière première intervient après que la filière bissau-guinéenne a connu en 2024 une campagne décevante, comme dans l'ensemble des pays producteurs de la sous-région d'Afrique de l'Ouest, pour diverses raisons.
Les dernières estimations réalisées par le service indépendant de conseil commercial N'kalô indiquent que l'année dernière, la récolte de noix dans le pays avait reculé de 12 % à 263 000 tonnes. Si pour l'heure, aucune prévision de récolte n'a encore été avancée pour l'année 2025, les autorités sont optimistes. D'après le Premier ministre, cette nouvelle campagne pourrait être « très bonne ou même meilleure que celle de l'année dernière ».
D'après Orlando Mendes Viegas, ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, l'un des principaux défis sera de maintenir les efforts dans la lutte contre la contrebande qui réduit le volume exportable par la filière. Selon les données officielles, environ 90 000 tonnes de noix de cajou bissau-guinéennes sont chaque année, introduites illégalement dans les pays voisins tels que le Sénégal, la Gambie et la Guinée.
Pour rappel, la noix de cajou est le principal produit d'exportation du pays. Les données compilées par la BCEAO indiquent, par exemple, que les exportations de la matière première ont généré 132,8 milliards de francs CFA (219,3 millions $) en 2023, soit 93 % des recettes d'exportations totales du pays.

WALL STREET

11e repli en 16 séances, l'or atteint 3.000 $

Wall Street aligne une nouvelle séance de repli, et c'est la 11ème (sur une série de 16) depuis le 19 février dernier. La thématique de plus en plus dominante est que la guerre commerciale menée par Donald Trump pour 'rendre les Etats-Unis plus riches' met en péril la croissance américaine.

Non seulement le renchérissement des biens et services risque de freiner la demande, mais les centaines de milliers -et probablement des millions- de suppressions de postes jugés inefficaces ou inutiles dans l'administration US vont faire grimper en flèche le chômage et plomber la consommation si les exclus des effectifs fédéraux ne retrouvent pas de travail.

Les périodes de récession sont généralement accompagnées d'une hausse de l'or et des métaux précieux... et l'un des 'faits du jour' (hors communiqués de Donald Trump), c'est la reprise de la vague d'achat de métaux précieux : l'or (+1,8%) vient d'inscrire un nouveau zénith à plus de 3.000$/Oz (échéance avril) et se hisse vers 2.989$ 'prix spot', l'argent prend également +1,5% à 33,8$.

Le 'Dow' a chuté de -1,3%, le S&P500 de -1,4% vers 5.522 (le cumul des pertes depuis le 19/02 dépasse désormais les 10%), le Nasdaq Composite décroche de près de -2% vers 17.300 (-14,3% de repli en 3 semaines) avec de lourds dégagements sur les '7 fantastiques' qui sont entrées pour la plupart en territoire de 'correction'.

A noter la rechute du Russell-2000 sous les 2.000 (-1,5% à 1.995 et 1.984 au plus bas, soit -10% depuis le 1er janvier... et surtout -2% depuis le 13 mars 2024 (2.040). Le Nasdaq-100 a perdu -1,9% dans le sillage d'Alphabet et Amazon (-2,5%), Tesla (-3%), Apple (-3,3%), Meta (-4,7%), Palantir (-4,8%), Super-micro-computer (-8%) et Adobe (-14%).

Pas de vague de rachat à bon compte (sauf sur Intel avec +14%, ce qui salue un changement de CEO), pas de signe de retour de la confiance malgré des chiffres d'inflation plutôt rassurants avec coup sur coup le 'CPI' (tombé à +2,8% ce 12/03) puis le 'PPI' ce jeudi.

L'indice des prix producteurs (PPI) a stagné en février par rapport au mois précédent, mais a augmenté de 0,2% en excluant l'alimentation, l'énergie et les services commerciaux. Exprimée en variation annuelle, sa hausse a ralenti de 0,5 point à 3,2% le mois dernier en données brutes, et dans une moindre mesure (-0,1 point à 3,3%) hors alimentation, énergie et services commerciaux.

Les inscriptions hebdomadaires au chômage publiées au même moment sont ressorties en baisse de 2.000 par rapport à la semaine précédente (à 220.000), mais leur moyenne mobile sur quatre semaines -plus représentative de la tendance de fond- est ressortie à 226.000, en hausse de 1.500 par rapport à celle de la semaine précédente.

La santé de l'économie américaine suscite de plus en plus de questions et les investisseurs sont de moins en moins nombreux à exclure que les Etats-Unis échappent à une récession... qui se fait de plus en plus menaçante si l'on s'en tient aux propos de Donald Trump qui admet que le pays va connaître une 'période de transition' (il n'est plus question d'expansion, ni de 'MAGA') et que cela pourrait même 'être douloureux' pour certains secteurs d'activité qui seront affectés par les 'tarifs'.

L'annonce d'un projet de taxation de 200% des exportations de champagne, vins et spiritueux français (une riposte à la hausse de 50% des taxes sur les whisky US décidée par Bruxelles) ne va pas dans le sens d'un apaisement avec les principaux 'partenaires' économiques des Etats Unis.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Mars 2025
Valeur : 17 Mars 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3273	133.3423
1	EUR	EURO	144.7934	144.8364
1	GBP	POUND STERLING	172.5696	172.7008
100	JPY	JAPANESE YEN	90.1225	90.1388
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4077	18.4119
1	CHF	SWISS FRANC	151.0962	151.2160
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.6077	92.6374
1	DKK	DANISH KRONE	19.4106	19.4147
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1815	13.1863
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4930	12.4983
1	AED	UAE DIRHAM	36.2993	36.3083
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5473	35.5532
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5999	432.9295
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9444	43.3760
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7614	13.7629
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.6315	27.7727
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3391	3.3495
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6520	177.6520

BOURSE DE LONDRES

Rémunération record pour les patrons du FTSE 100, un Français en tête

Pascal Soriot, PDG d'AstraZeneca, est le dirigeant le mieux payé parmi les patrons des grandes valorisations de l'indice britannique.

Les patrons de sociétés cotées au FTSE 100, l'indice qui rassemble les principales valorisations de la place britannique, ont perçu une rémunération record l'an dernier, selon une étude du centre de réflexion High Pay Centre. La paie médiane pour les directeurs généraux de ces sociétés a été de 4,19 millions de livres en 2023, en hausse de 2,2% sur un an, indique le High Pay Centre, dans cette étude publiée tard dimanche.

C'est le plus haut montant jamais enregistré même si la croissance des salaires a été plus lente l'an passé que lors des deux années précédentes, qui avaient observé un rattrapage post-pandémie, souligne le centre de réflexion.

Le patron le mieux payé est le dirigeant français du géant pharmaceutique AstraZeneca, Pascal Soriot, qui a touché 16,85 millions de livres.

Les patrons britanniques payés "bien moins que les normes mondiales"

La rémunération élevée des dirigeants au Royaume-Uni est scrutée notamment au regard de la crise du coût de la vie qui touche une grande partie de la population, dont les finances ont souffert ces dernières années d'une inflation et de taux d'intérêt élevés.

Mais certains plaident pour une augmentation des salaires des grands patrons britanniques, la dirigeante du London Stock Exchange Julia Hoggett ayant notamment déclaré plus tôt cette année que les patrons britanniques sont payés "bien moins que les normes mondiales".

Le High Pay Centre note par ailleurs que "l'écart massif entre la rémunération des dirigeants et celle de la majeure partie des effectifs des entreprises provient de facteurs comme le recul de la participation aux syndicats (...) et une culture d'entreprise qui place l'intérêt des investisseurs devant celui des travailleurs, clients, fournisseurs et autres parties prenantes".

FRANCE

Quels groupes ont le plus de poids sur les cours du cac 40 ?

Si le célèbre indice parisien compte 40 valeurs, toutes n'ont pas le même impact sur son niveau global. Explications.

C'est un concept qui peut-être un peu déroutant pour un néophyte: toutes les actions du CAC 40 n'ont pas le même impact sur la variation de l'indice.

Si LVMH ou Totalenergies chute de 5%, cette baisse aura beaucoup plus d'influence que si Edenred ou Teleperformance accuse le même repli.

Comment l'expliquer? Contrairement à certains indices (comme le Nikkei 225) qui se calculent en effectuant une simple moyenne arithmétique des cours de Bourse de leurs pensionnaires et accordent donc le même poids à chaque société, le CAC 40 adopte une autre approche.

Chaque membre du CAC 40 a un poids, ou plus exactement, une "pondération" qui dépend de sa taille en Bourse, c'est-à-dire de sa capitalisation boursière (la valeur de la totalité de ses actions).

Une histoire de capitalisation flottante

Point important et qui peut prêter à confusion même chez les experts, cette "pondération" ne dépend pas de la capitalisation simple mais de la capitalisation dite "flottante".

Selon le site du ministère de l'Économie, cette nuance existe depuis le 1er décembre 2003, le CAC 40 s'adaptant alors aux pratiques en vigueur sur les autres grands indices.

"Cela veut dire que, depuis cette date, le nombre de titres disponibles à l'achat sur le marché pour une société est pris en compte dans le calcul de l'indice", explique le site.

"La seule capitalisation boursière de la société ne suffit plus. Cela a pour conséquence de favoriser les entreprises qui ont une capitalisation plus faible avec beaucoup de titres disponibles à l'achat par rapport aux grandes entreprises détenues encore par l'État pour lesquelles peu de titres sont offerts sur les marchés", peut-on encore lire.

Les groupes familiaux pénalisés

Comme nous l'écrivions dans un précédent article,cette réforme visait d'ailleurs à limiter l'impact sur l'indice de groupes publics comme France Télécom.

Cela donne également moins de poids aux sociétés familiales. Prenons un exemple simple avec LVMH. Sa capitalisation boursière totale s'inscrit à environ 303 milliards d'euros. Mais la famille Arnault possède environ 49% du capital.

PAYS RICHE EN MINERAIS

L'UE souhaite renforcer ses liens commerciaux avec le Vietnam

Cinq ans après la signature d'un accord de libre-échange avec le Vietnam, de hauts fonctionnaires de l'UE, dont la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vont effectuer un voyage de prospection afin d'intensifier les liens commerciaux avec ce pays d'Asie du Sud-Est.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen se rendra au Vietnam dans les prochains mois, a confirmé un porte-parole, alors que Bruxelles cherche à établir ses liens commerciaux avec des pays tiers dans un contexte géopolitique tendu.

"Il est prévu de se rendre au Vietnam, notamment pour renforcer les liens économiques", a déclaré la porte-parole de la présidente de la Commission européenne, Paula Pinho, ajoutant qu'aucune date n'avait encore été fixée pour ce voyage.

Le commissaire européen au Commerce, Maroš Šefčovič, et le commissaire aux Partenariats internationaux, Jozef Síkela, devraient également se rendre au Vietnam en avril, selon Eurocham, la chambre de commerce européenne au Vietnam, cinq ans après la signature d'un accord de libre-échange entre Bruxelles et Hanoï.

L'UE cherchera à approfondir son partenariat commercial avec son plus grand partenaire commercial au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Richesses minérales du Vietnam

En 2024, le total des flux commerciaux entre l'UE et le Vietnam s'élevait à 68 milliards d'euros.

Les richesses minérales stratégiques du pays seraient également un atout pour l'UE, qui a conclu des accords sur des minéraux essentiels avec l'Argentine, l'Australie, le Chili, le Rwanda, l'Ukraine et l'Ouzbékistan dans un effort diplomatique et politique visant à réduire sa dépendance à l'égard de la Chine dans ce domaine critique.

Ursula von der Leyen et Charles Michel, président du Conseil européen à l'époque, posent avec le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinhà Bruxelles, le 14 décembre 2022

Selon le United States Geological Survey (USGS), en 2022, le Vietnam était le deuxième producteur mondial de tungstène. Il possède également d'importants gisements de terres rares - pour lesquels il est classé sixième au monde - essentiels à la production de véhicules électriques, de turbines éoliennes et de panneaux solaires.

"Le Vietnam est intéressé par l'exportation de minéraux tout en donnant la priorité à leur raffinage national afin d'augmenter leur valeur ajoutée avant l'exportation", déclare Jean-Jacques Bouflet, vice-président d'Eurocham, à Euronews.

Mettre les entreprises européennes "sur un pied d'égalité avec les entreprises vietnamiennes"

Ces derniers mois, l'UE a conclu des accords de libre-échange avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), la Suisse, le Mexique et a relancé les négociations commerciales avec l'Inde.

Pour sa part, le Vietnam pourrait être intéressé par l'armement européen puisqu'il a réduit sa dépendance à l'égard des approvisionnements russes depuis le début de la guerre en Ukraine.

GRÈCE

Moody's rehausse la note souveraine du pays

L'agence de notation Moody's a remonté la note souveraine à long terme de la Grèce de Ba1 à Baa3, avec une perspective stable.

"Ce relèvement reflète notre opinion selon laquelle le profil de crédit souverain de la Grèce peut désormais mieux résister à d'éventuels chocs futurs", a noté oody's dans un communiqué publié vendredi soir.

L'agence salue "les mesures prises par le gouvernement et la stabilité politique du pays, qui devraient lui permettre de continuer à dégager des excédents primaires substantiels" et donc de "réduire progressivement le fardeau de sa dette".

Les deux autres grandes agences de notation, S&P et Fitch, avaient déjà sorti l'an dernier la Grèce de la catégorie spéculative, pour la première fois depuis 2010.

La Grèce a connu une croissance élevée ces dernières années (5,6% en 2022, 2% en 2023 et 2,3% en 2024) et s'attend à une croissance de son PIB de 2,5% cette année, selon les projections de la Banque de Grèce. Elle a aussi vu son ratio de dette publique diminuer de façon graduelle.

Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a salué samedi la hausse de la note de crédit de la Grèce par Moody's comme le résultat des "progrès significatifs" du pays.

"Le relèvement de la note de la Grèce par Moody's à Baa3 marque la dernière étape dans la restauration de notre note d'investissement par toutes les grandes agences de notation, mettant en évidence les progrès significatifs de la Grèce. Nous restons pleinement engagés dans les réformes qui attirent les investissements, créent des emplois et stimulent une croissance durable", a-t-il déclaré sur les réseaux sociaux.

Durant la décennie de crise financière (2008-2018), dite crise de "la dette", les taux d'emprunt de la Grèce ont monté en flèche conduisant à une série de dégradations de la note du pays et privant le pays de l'accès au marché obligataire. Athènes avait bénéficié de prêts par ses créanciers internationaux (UE-FMI-BCE) d'un montant total de 289 milliards d'euros, en échange de plans d'austérité.

PORTUGAL

150 vols annulés en raison d'une grève chez un bagagiste

Le trafic des aéroports de Lisbonne et Porto était perturbé avec l'annulation de près de 150 vols prévus vendredi et samedi, en raison d'une grève pour les salaires du personnel d'assistance programmée jusqu'à dimanche soir, selon le gestionnaire des aéroports portugais (ANA).

Parmi la vingtaine de compagnies touchées par ce mouvement social au sein de la société Portway, filiale du gestionnaire aéroportuaire ANA, le transporteur à bas coûts Easyjet était le plus affecté, avec près d'une centaine de vols annulés sur les deux premiers jours de grève.

Le mouvement touchait dans une moindre mesure les aéroports de Funchal, sur l'île de Madère, et Faro, dans la région touristique de l'Algarve (sud).

Selon les syndicats, cette grève des salariés de Portway était suivie à 90% à l'aéroport de Lisbonne et à 85% à Porto. D'après la direction du bagagiste, le taux de participation était "inférieur à 10%".

Les grévistes réclament "une hausse immédiate des salaires" permettant aux salariés de "retrouver leur pouvoir d'achat", selon un communiqué du syndicat national des travailleurs de l'aviation civile (SINTAC), à l'origine du mouvement.

Les responsables syndicaux accusent notamment l'entreprise de freiner les progressions de carrière et de ne pas respecter le droit du travail en matière de rémunération des jours fériés.

Portway, qui emploie quelque 2 500 salariés, est détenu à 100% par ANA, filiale du groupe français Vinci qui a avait obtenu en 2013 la concession des aéroports portugais.

Le bagagiste a jugé dans un communiqué que cette grève était "irresponsable" car elle intervient "à un moment d'activité intense pour l'aviation et le tourisme", l'un des principaux moteurs de l'économie portugaise.

ÉTATS-UNIS

Le congrès évite de justesse la paralysie budgétaire

Grâce aux voix concédées par quelques sénateurs démocrates, le Sénat américain a adopté un budget provisoire, écartant ainsi le risque de "shutdown".

Les États-Unis ont évité vendredi de justesse la paralysie de l'administration fédérale, grâce aux voix concédées à contrecoeur par quelques sénateurs démocrates à un texte budgétaire voulu par Donald Trump.

Le budget provisoire, adopté quelques heures avant le délai limite de minuit, étend le financement de l'État fédéral jusqu'en septembre. Il comprend de nouvelles réductions des dépenses de l'État fédéral, déjà ébranlé par les nombreux limogeages de fonctionnaires entrepris par le milliardaire républicain et son allié Elon Musk. Malgré leur majorité de 53 sénateurs sur 100, les républicains avaient besoin de l'appui de huit membres de l'opposition pour obtenir la majorité nécessaire. Si les sénateurs démocrates étaient unanimes pour dénoncer le contenu de cette proposition, dix d'entre eux ont finalement cédé pour permettre le passage du texte, grâce au revirement de leur chef, Chuck Schumer. Le sénateur new-yorkais avait affirmé mercredi que son camp était uni contre le texte. Mais il a finalement annoncé le lendemain qu'il voterait, à titre personnel, pour permettre son adoption, en raison de son inquiétude face aux conséquences d'une telle paralysie. L'éviter représentait "le meilleur moyen de minimiser les dommages que l'administration Trump fera subir au peuple américain", a-t-il déclaré vendredi dans un communiqué avant le vote.

"Tronçonneuse"

Car une paralysie des services fédéraux aurait signifié le chômage technique pour des centaines de milliers de fonctionnaires, un trafic aérien perturbé, ou encore des retards à prévoir dans le versement de certaines aides alimentaires. Une situation impopulaire aux États-Unis, que démocrates comme républicains - dans le meilleur des mondes - souhaitent éviter. "Aussi mauvais soit le texte de loi", une paralysie des services fédéraux donnerait à Donald Trump et à Elon Musk "les clés de la ville, de l'État et du pays", a ajouté Chuck Schumer, qui s'inquiète des prérogatives supplémentaires conférées à la Maison Blanche en situation de "shutdown".

FUTUR CUPRA RAVAL SUV

Voici le petit SUV électrique concurrent de la Renault 4 E-Tech

La marque catalane élargira son spectre à l'horizon 2028 en misant sur un SUV urbain électrique dérivé de la future Raval. Il aura pour mission de remplacer le Seat Arona.

À l'automne prochain, au salon IAA de Munich, la version de série de la citadine électrique Cupra Raval – annoncée dès 2021 par l'extravagant concept-car Cupra Urban-Rebel – prendra son tout premier bain de foule. Puis, celle qui sera le pendant technique de la Volkswagen ID.2 arrivera dans les concessions début 2026. La cousine Volkswagen conservera quant à elle une longueur d'avance en dévoilant, lors de ce même événement bavarois, sa variante SUV, qui devrait s'appeler Volkswagen ID.2X. En outre, le petit SUV urbain sur prise aura un alter ego chez Škoda, il se nommera Epic, comme annoncé dès mars 2024 par le concept car éponyme, lequel revendiquait déjà une autonomie de 400 km sans pour autant préciser la nature ni la capacité de sa batterie.

Škoda Epiq et Audi Q2 e-tron sur la même base

Il aura également un jumeau chez Cupra. Ce troisième volet du projet sera une sorte de Raval des champs, qui permettra à la marque catalane d'investir un nouveau segment de marché, celui le plus compétitif en Europe. Tous seront produits en Espagne et reposeront sur la plateforme technique MEB Entry, mais pas au même endroit.
Les citadines prendront vie sur le site industriel de Martorell tandis que les SUV seront assemblés à Pampelune. Il se pourrait également qu'Audi entre à son tour dans la danse profitant de la synergie de groupe pour développer son Q2 e-tron.

De nombreux rivaux pour le Cupra Raval SUV

Mais revenons au SUV Cupra Raval, qui ne manquera pas de rivaux. En effet, par son format voisin de 4,10 m de long, il entrera en lice face aux tricolores Renault 4 E-Tech, Citroën ë-C3 et la nouvelle génération du Peugeot E-2008. Dans le groupe Stellantis, les Jeep Avenger et Fiat Grande Panda seront aussi des cibles de choix. Et par son positionnement chic, le Cupra Raval SUV sera en mesure de tenir la dragée haute au Mini Aceman.
Son arrivée sur le marché, à l'horizon 2028, devrait coïncider avec le départ en retraite du Seat Arona lancé en 2017, restylé une première fois en 2021 et qui passera une seconde fois sur la table d'opération dans le courant de l'année.

Petites voitures mais gros moteurs : le Top 5

À défaut d'être grand, soit fort ! Un adage qui a poussé ces cinq voitures ordinaires à opter pour des moteurs particulièrement costauds.

Aston Martin Cygnet V8 (2018)
La Cygnet est une citadine basée sur la Toyota iQ avec laquelle Aston Martin espérait réduire ses émissions moyennes de CO2. Hormis un nouveau look et un intérieur amélioré, les changements ne sont pas allés plus loin.
A l'exception de cet exemplaire unique construit par le département Q et propulsé par le 4.7-V8 de la Vantage S. Ce bloc atmosphérique développe 436 ch et confère à la Cygnet une vitesse de pointe de 274 km/h.

Mercedes B 55 (2010)
On ne peut pas dire que la Classe B « W245 » émarge au pinacle de l'histoire de Mercedes, mais ce monovolume mérite une note audacieuse dans ces annales richement remplies.
Avec l'aide de cette B 55, une création d'étudiants propulsée par le V8 de la S 500. Ce moteur atmosphérique de 5,5 litres développait 388 ch, était monté longitudinalement et entraînait les roues arrière.

Volkswagen Golf GTI W12 (2007)
À la recherche d'un cadeau approprié pour le 30e anniversaire de la Golf, des ingénieurs se sont mis au travail en faisant leur marché dans la banque d'organes du groupe VW. Pour le châssis, ils ont utilisé des composants de l'Audi R8 et de la Lamborghini Gallardo.
Mais la pièce maîtresse reste le groupe motopropulseur emprunté à la Bentley Continental GT. Le W12 biturbo de 650 ch promettait une vitesse de pointe de 325 km/h.

BMW X5 Le Mans (2000)
Il est vrai que le X5 n'est pas si compact que cela. Même si la première génération (E53) de ce SUV ne mesurait pas plus de 4,66 m, ce qui le rendait plus grand de quelques centimètres seulement que l'actuel X2.
Sous son capot se cachait le V12 de 700 ch de la BMW LMR, le prototype avec lequel BMW avait remporté l'édition particulièrement relevée des 24 heures du Mans en 1999. Cette merveille mécanique a été installée dans le compartiment moteur de l'unique version « Le Mans », permettant ainsi à ce SUV de passer sous la barre des 8 minutes sur la Nordschleife, aux mains de Hans-Joachim Stück.

Renault Espace F1 (1994)
Ce croisement particulier entre un monovolume pour les familles nombreuses et la Williams qu'Alain Prost a piloté sans partage jusqu'à décrocher son quatrième (et, pour l'instant, dernier) titre de champion du monde de Formule 1 en 1993 constitue bien sûr un must dans cette liste. Le V10 de 800 chevaux est venu se loger entre les sièges arrière de l'Espace, ce qui n'a pas empêché ce pur-sang de course féru de hauts régimes de propulser cette Renault de 0 à 100 km/h en 2,8 s.

ÉOLIEN ET SOLAIRE SURPASSENT ENFIN LE CHARBON

Un tournant historique pour ce pays accro aux énergies fossiles

Les énergies renouvelables sont toujours plus importantes à travers la planète. Et ce, même au sein de la première économie mondiale !

La part des énergies renouvelables dans les sources de production d'électricité ne cesse de croître au fil des années, au point d'avoir été à l'origine de 30% de l'électricité produite au niveau mondial durant l'année 2023. Et ce phénomène touche tous les grands pays, qu'ils soient plutôt enclins à développer les énergies vertes, ou bien qu'ils restent attachés aux vieilles énergies fossiles. C'est ce qu'on peut observer aux États-Unis, qui vient de passer un seuil historique à ce niveau.

Le charbon dépassé par le solaire et l'éolien aux États-Unis

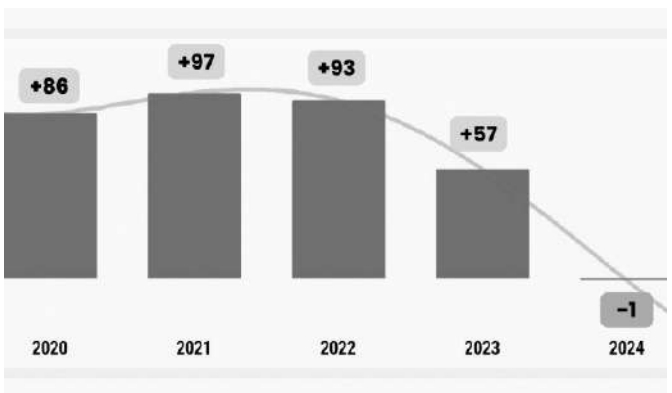
S'il y a une grande économie qui semble rétive à la transition écologique, c'est bien l'Amérique de Donald Trump. Le président de la première puissance mondiale ne cesse en effet de clamer son amour des hydrocarbures, et de critiquer les énergies vertes. Et pourtant, l'an dernier, son pays a basculé, avec pour la première fois de son histoire, un volume d'électricité produit par le charbon qui est moins important que celui issu de l'éolien et du solaire.
Dans le détail, selon des chiffres livrés par le think tank Ember, 15% de l'électricité produite l'an dernier aux États-Unis avait le charbon pour origine. Celle issue des panneaux solaires et des éoliennes représentait, sur le même exercice, 17% de l'ensemble de l'électricité générée outre-Atlantique.

Une bonne nouvelle alors que la demande en électricité augmente

Un train des énergies renouvelables qui a pour locomotive le solaire. Les panneaux photovoltaïques ont en effet représenté l'an dernier aux États-Unis 81% des nouvelles capacités de production énergétique créées dans le pays, selon des données transmises par l'administration pour l'Information Énergétique.
Et cela sera utile pour le pays. Après une quinzaine d'années à voir la demande en électricité stagner, grâce aux gains d'efficacité énergétique, les États-Unis ont de nouveau vu cette demande croître de 3% l'an dernier. Une hausse due notamment à l'augmentation du nombre de véhicules électriques et à l'accroissement du nombre de data centers.

Plus de défaillances en 2024 pour les start-ups IT françaises

D'après une étude de la plateforme ScaleX Invest, 10,4 % des start-ups IT françaises ont rencontré des problèmes financiers, et même les sociétés les plus matures n'ont pas été épargnées.
En 2024, la dynamique du marché a profondément changé. Dans un contexte macroéconomique dégradé, marqué par une inflation persistante, des tensions géopolitiques et une raréfaction des liquidités, de nombreuses startups ont peiné à sécuriser de nouveaux financements. Un environnement propice aux défaillances qui selon une étude menée par ScaleX Invest (inscription requise pour y accéder) ont bondi en 2024. Malgré des levées de fonds totalisant 3,3 milliards d'euros, 10,4 % de ces entreprises ont rencontré des difficultés financières, dont 94 faillites, 41 en procédure collective et 20 sociétés ont été rachetées pendant la procédure).
ScaleX a interrogé près de 1 500 jeunes entreprises ayant levé au moins 5 millions d'euros.



Un retournement brutal du financement

2024 a été marqué par un bouleversement du marché du capital-risque. Les financements se sont faits plus rares, les valorisations baissent et il devient plus difficile pour les startups de lever des fonds. Symbole de cette difficulté, l'étude montre que l'année dernière, un retournement brutal a eu lieu, avec plus de défaillances que de financements en série A. Après une forte croissance des tours de table entre 2015 et 2022, passant de 1,81 Md€ en 2015 à 14,5 Md€ entre mi-2021 et mi-2022, la tendance s'est inversée.
Les jeunes entreprises à croissance rapide (scale-up), de 6 à 8 ans, sont particulièrement touchées, prouvant que la phase d'hyper-croissance ne garantit pas une stabilité à long terme. Même les entreprises plus anciennes, entre 9 et 12 ans, peuvent se retrouver fragiles. Il devient également évident que lever des fonds ne suffit plus à garantir la pérennité d'une entreprise. En effet, les défaillances surviennent souvent trois ans après un tour de table, mettant en lumière des problèmes de rentabilité et d'adaptation au marché. La rentabilité et le passage à l'échelle sont d'ailleurs devenus des indicateurs clés. Les start-ups affichant un faible chiffre d'affaires par employé et des marges négatives sont particulièrement vulnérables. Une croissance rapide doit être accompagnée d'une solide trajectoire financière pour éviter les risques de faillite.

Profil des entreprises en difficulté

Le chiffre d'affaires par ETP (équivalent temps plein) reste un élément important pour différencier les entreprises résilientes de celles en difficulté. En moyenne, les entreprises en activité génèrent 213 k€ par ETP, contre 86 k€ pour celles en procédure collective et 33 k€ pour celles en faillite. Les start-ups affichant des marges durablement faibles et une absence de trajectoire claire vers la rentabilité peinent à convaincre les investisseurs. Les sociétés en difficulté enregistrent des marges nettes particulièrement dégradées (entre -293 % et -595 %), rendant leur accès aux financements quasi impossible, d'autant plus dans un contexte où la rentabilité est devenue un critère essentiel pour les investisseurs.
Par ailleurs, les faillites concernent désormais davantage d'entreprises matures. En moyenne, les entreprises placées en procédure collective avaient levé 32,5 M€, soit le double du montant observé l'année précédente. Ce phénomène illustre le durcissement des conditions de financement et la baisse des valorisations, qui compliquent l'accès au capital.

Envie d'aider à améliorer Plans ? Apple est prêt à vous payer pour le faire

Apple lance une nouvelle application permettant aux utilisateurs de contribuer à l'amélioration de Plans en échange de récompenses financières. « Maps Surveyor » transforme la collecte de données cartographiques en une activité rémunératrice, mais n'est pas encore accessible à tous.
Depuis son lancement en 2012, Apple Plans n'a cessé d'évoluer pour rattraper son retard sur Google Maps, notamment avec l'ajout récent de la fonction Look Around sur sa version web. La firme de Cupertino vient de franchir une nouvelle étape en lançant discrètement « Maps Surveyor », une application permettant aux utilisateurs de collecter des données pour améliorer la précision de Plans.

Un système de collecte de données rémunéré

L'application Maps Surveyor, disponible depuis le 14 mars 2025 sur l'App Store, propose une approche inédite pour enrichir la base de données d'Apple Plans. Son fonctionnement diffère des méthodes traditionnelles de signalement d'erreurs dans l'application Plans principale. Contrairement aux outils habituels de contribution, Maps Surveyor n'est pas destiné au grand public mais fonctionne via un partenariat avec Premise, une plateforme spécialisée dans les micro-tâches rémunérées. Cette collaboration permet à Apple de recruter des contributeurs motivés par un système de récompenses financières pour accomplir des missions spécifiques de collecte de données.
Les utilisateurs sont invités à fixer leur iPhone sur un support en orientation paysage dans leur véhicule et à capturer des images le long d'itinéraires prédéfinis. L'application collecte ainsi des photos de panneaux de signalisation, de feux de circulation et d'autres détails routiers essentiels pour améliorer la précision des cartes et des instructions de navigation.

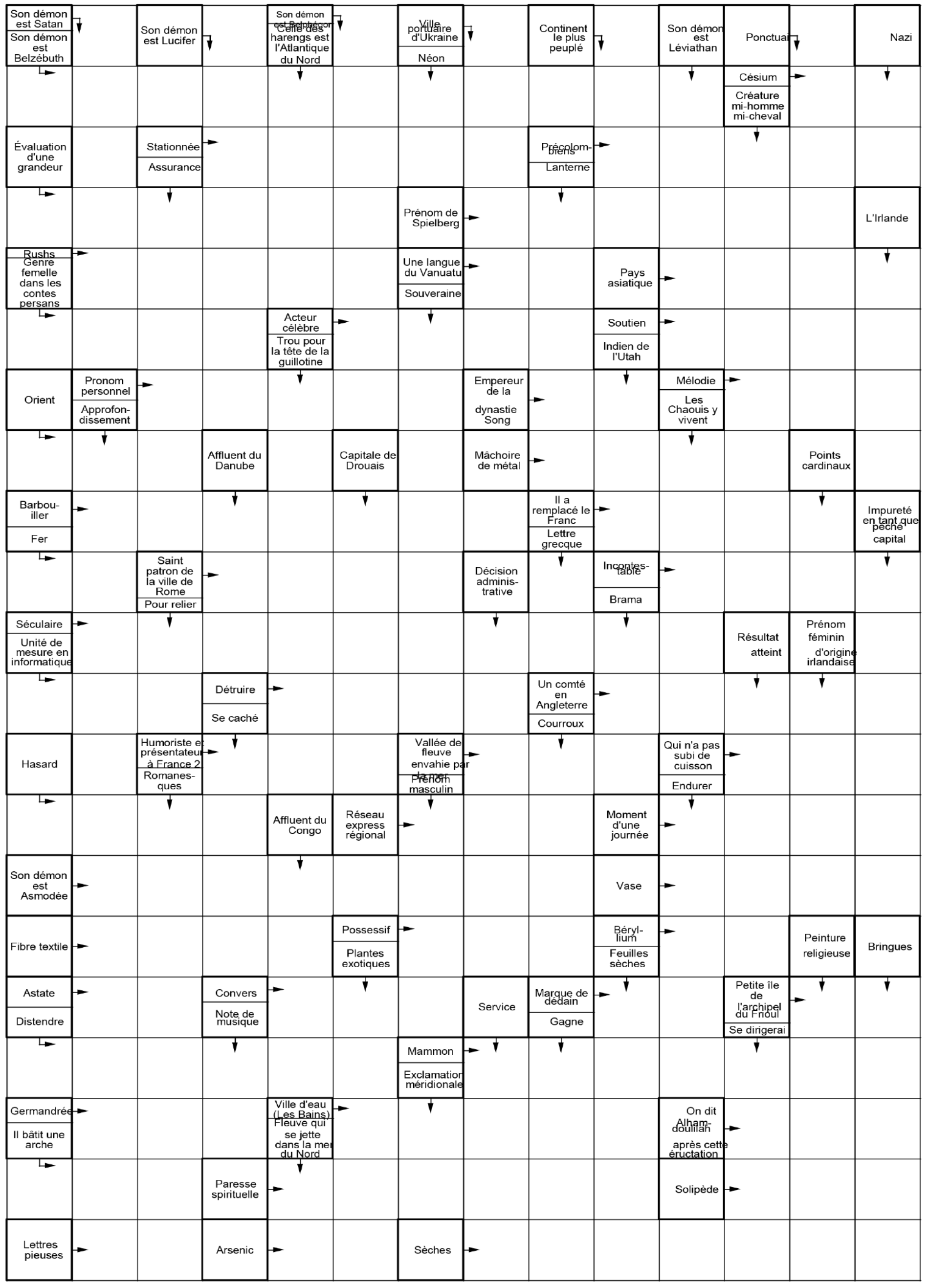
Une stratégie complémentaire aux véhicules de cartographie

Cette approche participative vient compléter les efforts déjà déployés par Apple, qui dispose de ses propres véhicules sillonnant les routes pour cartographier les villes à travers le monde. La démarche rappelle celle adoptée par Google Maps depuis longtemps avec son programme Local Guides.
L'initiative s'inscrit également dans l'évolution de la stratégie d'Apple pour Plans, un service qui pourrait bientôt accueillir de la publicité. La collecte de données précises est essentielle pour permettre à Apple de proposer un service publicitaire pertinent, à l'image de ce que fait Google Maps en mettant en avant certains établissements. Pour l'instant, Maps Surveyor présente certaines limitations importantes : l'application n'est disponible qu'aux États-Unis et nécessite l'utilisation conjointe avec Premise. Les utilisateurs français devront donc patienter avant de pouvoir contribuer et gagner de l'argent en améliorant Plans dans l'Hexagone.

Vers une démocratisation de la contribution cartographique

En s'appuyant sur les utilisateurs pour enrichir sa base de données, Apple pourrait accélérer considérablement l'amélioration de Plans, notamment pour les mises à jour en temps réel et la précision des informations locales. L'approche de Maps Surveyor pourrait également être un complément intéressant à la fonction Look Around, équivalent du Street View de Google récemment déployé sur la version web d'Apple Plans. Les données collectées permettraient d'améliorer cette fonctionnalité avec des informations visuelles plus récentes et plus détaillées.
La question reste de savoir si cette stratégie sera suffisante pour combler l'écart avec Google Maps, qui bénéficie depuis des années d'un vaste réseau de contributeurs volontaires. L'aspect financier pourrait-il être le facteur déterminant qui permettra à Apple de mobiliser une communauté suffisamment large pour transformer durablement la qualité de son service de cartographie ?

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 17 mars 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 267 blessés en 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 267 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistré durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public dimanche par la Protection civile.
Les accidents mortels ont été enregistrés à travers les wilayas de Batna, Sétif, Blida, Tébessa, Annaba et Oran, a précisé la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 8 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et de chauffe bains à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Mascara et de Tissemsilt.

TIZI OUZOU

Accélération des travaux du futur hôpital de 500 lits

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé, ce dimanche, une réunion technique consacrée à l'état d'avancement des travaux du nouvel hôpital de 500 lits à Tizi Ouzou. Cette rencontre a permis d'évaluer les étapes restantes et de mettre en place des mesures visant à accélérer le chantier, a indiqué un communiqué du ministère.
Lors de cette réunion, le ministre a exigé l'achèvement rapide de l'ensemble des études techniques menées par Cosider, l'entreprise en charge du projet. Ces études concernent plusieurs infrastructures clés du complexe hospitalier
Afin de garantir la conformité et la qualité des infrastructures, le Centre National de Contrôle Technique de la Construction (CTC) sera chargé d'examiner et de valider toutes les études techniques soumises par Cosider.
Par ailleurs, le ministre a insisté sur la nécessité de valider à l'avance tous les matériaux de construction, afin d'éviter tout retard lié à leur approvisionnement. Il a également exigé l'inventaire précis des matériaux déjà approuvés et ceux en attente de validation, dans le but de fluidifier le processus de construction.
Pour assurer une exécution rapide et efficace du chantier, Mohamed Tarek Belaribi a donné des instructions claires aux différents intervenants :
Identifier les études finalisées et celles encore en cours,
Recenser toutes les études validées par le CTC,
Établir des fiches techniques détaillées pour chaque matériau utilisé.
L'ensemble de ces documents devra être prêt dans un délai maximal de 24 heures, permettant ainsi d'élaborer un calendrier précis visant à accélérer la cadence des travaux et garantir la livraison du projet dans les meilleurs délais.

ORAN

EL Bahia se dote d'un centre de données et d'intelligence artificielle

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a procédé à la pose de la première pierre d'un centre de données de pointe, accompagné d'un centre de calcul en intelligence artificielle, baptisé « AI Data Center », relevant d'Algérie Télécom, dans la wilaya d'Oran.
Selon un communiqué du ministère, ce centre intégrera des solutions avancées de cloud computing et de stockage, en adoptant les technologies de l'intelligence artificielle. Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale visant à généraliser l'usage des technologies modernes et à accélérer la transformation numérique.
Premier du genre en Algérie, ce centre renforcera l'infrastructure technologique du pays en offrant un hébergement optimisé pour des architectures informatiques avancées. Il sera notamment équipé d'unités de traitement graphique (GPU) et d'unités de traitement pour l'intelligence artificielle (TPU), permettant ainsi le calcul haute performance (HPC – High Performance Computing). Une réduction des coûts énergétiques grâce à l'amélioration de l'efficacité des infrastructures IT et l'utilisation des énergies renouvelables pour un développement durable.
Lors de la présentation détaillée du projet, le ministre Sid Ali Zerrouki, accompagné du ministre de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Wahab, a insisté sur l'optimisation maximale de l'espace dédié à cette infrastructure. Il a notamment mis en avant l'intérêt du positionnement stratégique du site et a recommandé l'implantation d'une agence commerciale et d'unités complémentaires en lien avec le projet, tout en veillant au strict respect des normes internationales en vigueur dans ce domaine.

SOLIDARITÉ

Une Initiative de soutien aux voyageurs durant le mois sacré

Dans le cadre de la promotion des valeurs de solidarité et d'entraide durant le mois sacré de Ramadan, l'Entreprise Nationale de la Communication, d'Édition et de la Publicité a l'honneur d'annoncer le lancement d'une campagne de distribution de repas de rupture du jeûne (Iftar) destinée aux voyageurs et aux personnes en transit. Cette initiative, menée en collaboration avec le Croissant-Rouge Algérien, a débuté dès le premier jour de ce mois béni et se poursuivra jusqu'à son terme. Elle couvrira la majorité des wilayas du pays.
Les repas prêts à consommer seront distribués aux heures de rupture du jeûne, ciblant principalement les voyageurs et les personnes dans le besoin. Les principaux points de distribution incluent :

Wilaya d'Alger : Aéroport international Houari Boumediene, Gare routière de Kharouba, et chapiteau de la place ler Mai.
Wilaya de Tizi Ouzou : Commune de Tizi Ouzou et commune de Draâ Ben Khedda Aït Yahia.
Wilaya de Constantine : Commune de Constantine, Aéroport Mohamed Boudiaf et Gares routières.
Wilaya d'Oran Aéroport international Ahmed Ben Bella, Chapiteau du centre-ville et hôpitaux.
Wilaya d'Ouargla : Commune d'Ouargla et commune de Hassi Messaoud.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat existant entre l'Entreprise Nationale de la Communication, d'Édition et de la Publicité et le Croissant-Rouge Algérien. Elle vise à soutenir les personnes démunies et les voyageurs dont les déplacements coïncident avec l'heure de rupture du jeûne.
Elle reflète l'esprit de solidarité sociale et les valeurs de générosité qui caractérisent le mois sacré de Ramadan. Dans ce contexte, l'entreprise appelle tous ses employés à se porter bénévoles et à participer activement à la réussite de cette campagne, incarnant ainsi les valeurs de solidarité et de responsabilité sociale. Le Président Directeur Général de l'entreprise, M. Messaoud ALGHEM, et la présidente du Croissant-Rouge Algérien, Dr Ibtissam HAMLAOUI, ont d'ailleurs pris part personnellement à cette initiative, soulignant l'importance de l'engagement communautaire.

JOURNÉE MONDIALE DES DROITS DES CONSOMMATEURS

Organisation d'une conférence sur la transition vers des modes de vie durables

L'importance d'adopter un modèle de consommation responsable et respectueux de l'environnement a été soulignée lors d'une conférence scientifique placée sous le thème "Une transition juste vers des modes de vie durables".
Organisée samedi soir à Alger par l'Association de protection et d'orientation des consommateurs et de leur environnement (APOCE), cette rencontre a marqué la célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs coïncidant avec le 15 mars de chaque année.
Dans une allocution lue en son nom par le directeur général de l'Environnement et du Développement durable au ministère, Messaoud Tebani, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali, a insisté sur la nécessité de revoir le modèle de consommation et de production dans un contexte marqué par les transformations environnementales et économiques ainsi que les changements climatiques.
"Les consommateurs, en tant que force motrice, jouent un rôle crucial dans la transition vers une consommation plus consciente et responsable", a-t-elle affirmé, mettant en avant "les efforts du gouvernement pour établir un cadre juridique et réglementaire strict en faveur d'un modèle de développement plus durable".
La ministre a également mis en exergue les mesures prises pour encourager les entreprises à adopter des pratiques durables et à favoriser l'économie circulaire.

DÉVELOPPEMENT DE SONELGAZ À L'INTERNATIONAL

Le Groupe passe à la vitesse supérieure

Le Groupe Sonelgaz poursuit son développement et entend se faire un nom et une place sur le marché continental et mondial. Pour ce faire, la société algérienne a élaboré un plan de développement à l'international structuré autour de plusieurs actions stratégiques, a indiqué ce dimanche le directeur des études économiques à la Sonelgaz, Mohamed Lakhdar Habib.
« Sonelgaz est à la recherche de toute opportunité dans un cadre gagnant-gagnant avec l'objectif de contribuer à la promotion des exportations hors hydrocarbures et réduire les importations », a affirmé M. Habib lors de son passage dans l'émission « L'invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.
Pour l'orateur, la Sonelgaz saisira toute opportunité à l'échelle africaine. « La société est en discussion avec plusieurs pays, tels que l'Ouganda et le Zimbabwe pour l'exportation de son savoir-faire et ses facteurs clés de succès », a-t-il ajouté.
La centrale électrique nigérienne opérationnelle dès cet été
Interrogé sur l'état d'avancement de la centrale électrique au Niger d'une capacité de 40 mégawatts, dont la réalisation clé en main est assurée par la Sonelgaz, M. Habib a certifié qu'elle sera opérationnelle cet été.
« L'entrée en service de cette centrale est prévue avant l'été prochain, afin de faire face aux besoins du Niger en termes d'électricité », a affirmé l'intervenant avant d'ajouter « La mise en place de cette centrale sera assurée par les équipes de la Sonelgaz qui vont assurer les études, les ouvrages de connexes pour l'alimentation du fuel et le raccordement de cette centrale électrique ».